

Association Sasakawa pour l'Afrique
et Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation
à la vulgarisation

RAPPORT ANNUEL 2014



« Nourrir l'avenir »



À propos de la SAA et de SAFE

L'Association Sasakawa pour l'Afrique (SAA) concentre ses activités sur quatre programmes-pays en Éthiopie, au Mali, au Nigéria et en Ouganda. Cogéré à l'origine par le Carter Center à Atlanta en Géorgie (États-Unis) sous la tutelle de la SAA, Sasakawa Global 2000 a permis à l'ancien président des États-Unis, Jimmy Carter, et ses conseillers d'élaborer, conformément aux objectifs du programme, des orientations politiques à l'intention des dirigeants nationaux. Le financement de la SAA est principalement assuré par la Nippon Foundation du Japon, dont le président du conseil d'administration est Yohei Sasakawa et le Président exécutif, Takeju Ogata.

Fondée en 1986 par Ryoichi Sasakawa, Norman E Borlaug et le président Carter, la SAA s'appuie sur le Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE) – une organisation juridiquement distincte également financée par la Nippon Foundation – pour assurer un leadership afin de renforcer les capacités en ressources humaines dans le domaine de la vulgarisation agricole. Les deux organisations ont un Conseil d'administration commun et travaillent ensemble à l'harmonisation et à la mise en œuvre de leurs ordres du jour parfaitement complémentaires.



Au symposium de Jinja marquant le centenaire de la naissance de Norman Borlaug, premier Président de la SAA, Yohei Sasakawa (à gauche), Président de la Nippon Foundation et Ruth Oniang'o, Présidente de la SAA et de SAFE, félicitent les gagnants de concours scolaires parrainés par la SAA

Conseil d'administration de la SAA

(au mois de décembre 2014)

Ruth K. Oniang'o, Kenya, Présidente

Jean F. Freymond, Suisse, Secrétaire

Jiro Hanyu, Japon

Katsumi Hirano, Japon

Masaaki Miyamoto, Japon

Shuichi Ohno, Japon

Amit Roy, Inde

Nicéphore D. Soglo, Bénin

Fondateurs de la SAA

Mr Ryoichi Sasakawa

Dr Norman E. Borlaug

President Jimmy Carter

Personnel principal de la SAA/ de SAFE

Direction

Masaaki Miyamoto, Japon,
Directeur exécutif

Juliana Rwelamira, Tanzanie,
Directrice générale de la SAA

Deola Naibakelao, Tchad,
Directeur général de SAFE

Encadrement supérieur

Andreas Oswald, Allemagne,
Directeur thématique, Amélioration de la
productivité agricole

Leonides Halos-Kim, Philippines,
Directrice thématique, Systèmes post-récolte
et agroindustrie

Justine Wangila, Kenya,
Directeur thématique, Suivi-évaluation,
apprentissage et dissémination

Abou Berthe,
Directeur national – Mali

Aberra Debelo,
Directeur national – Éthiopie

Sani Miko,
Directeur national – Nigéria

Roselline Nyamutale,
Directrice nationale – Ouganda

Antoine Alga,
Chargé de programme régional –
Systèmes post-récolte et agroindustrie et
accès au marché

Shushan Negussie,
Responsable administrative régionale,
Éthiopie

Asnakech Sisay,
Responsable financière régionale, Éthiopie

Maki Seki,
Chargée de programme, Japon

Sayako Tokusue,
Chargée de programme, Japon

Chizu Nakamoto,
Chargée de programme adjointe, Japon

Jinri Takada,
Chargée de programme adjointe, Japon

Personnel associé à SAFE détaché de Winrock International

Mercy Akeredolu, Nigéria

Assa Kanté, Mali

Jeff Mutimba, Zimbabwe

Première page :

Démonstrations de matériel de
transformation agricole en Ouganda

Rapport de la Présidente

Commémoration majeure

Une organisation jouissant d'une longue expérience, telle que la SAA et son organisation jumelle SAFE, marque généralement ses anniversaires avec une attention toute particulière. Ces moments de commémoration définissent notre personnalité : ils nous ramènent à nos origines, tout en stimulant notre vision et nos activités pour l'avenir. Nous avons célébré l'un de ses jalons en 2014.

Nous marquons le centenaire de la naissance de Norman E. Borlaug, prix Nobel et père de la révolution verte en Inde et au Pakistan. Il avait été l'un des fondateurs de la SAA en 1986, avec Jimmy Carter, ancien président des États-Unis, et Ryoichi Sasakawa, philanthrope japonais. Il nous semblait juste de rendre hommage aux accomplissements d'un si grand homme qui a joué un rôle de leadership durant les premières années de notre organisation. Il a laissé son empreinte dans toute l'Afrique et a touché la vie de millions de petits exploitants. Nous avons choisi l'Ouganda, l'un de nos quatre pays phares, pour organiser une série de manifestations articulées autour du Salon national agricole et professionnel qui se tient tous les ans, en juillet, à Jinja. Entre autres, un important symposium s'est tenu à l'Université de Makerere, l'un de nos partenaires SAFE, sur le thème de « la pertinence des universités dans la sécurité alimentaire nationale et la transformation des produits agricoles en Ouganda. »

Depuis que la SAA a commencé à travailler en Ouganda en 1996, nous avons été énormément encouragés par le fait que les pouvoirs publics mettent l'accent sur l'importance de

l'agriculture, notamment en recrutant les jeunes Ougandais et en rendant l'agriculture attrayante comme choix de carrière potentiel. La SAA a également diversifié ses orientations ces dernières années en s'efforçant de toucher les groupes marginalisés tels que les agricultrices, et en stimulant l'emploi pour les jeunes.

Comme je l'ai affirmé il y a deux mois, lors d'une conférence de presse à Kampala avant de célébrer le centenaire, « il est crucial de motiver les jeunes, pour l'Ouganda et les autres pays africains. Norman Borlaug croyait dans les jeunes comme agriculteurs et militants futurs contre la faim ».

C'est tout à fait le thème qui a été repris, lors des événements commémoratifs, par le comité d'organisation local dirigé par Victoria Sekitoleko, ancienne ministre de l'agriculture, qui a également servi au Conseil d'administration de la SAA pendant plusieurs années. Parmi les autres représentants du comité, on peut citer le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et des Pêches (MAAIF), le NAADS, l'Université de Makerere, la Fédération nationale des agriculteurs de l'Ouganda (UNFFE). Les événements du centenaire étaient intitulés « Donnez leur chance aux agriculteurs », tels furent les derniers mots de Norman Borlaug avant sa mort en 2009.

Un élément central de ces manifestations a été l'organisation de concours, parrainés par la SAA, à l'intention des agriculteurs et des élèves des écoles secondaires dans les districts de l'ensemble du pays où la SAA est présente. Un concours de



En juillet 2014, des membres de la famille de Norman Borlaug, ses associés et ses amis ont assisté au Symposium de SAFE à l'Université de Makerere dans le cadre du programme de commémoration du centenaire de sa naissance. En partant de la gauche, l'ambassadeur Kenneth Quinn, Président de la Fondation du Prix mondial de l'alimentation ; Jeanie Borlaug Laube, fille de Norman Borlaug ; Nicéphore Soglo, ancien Président du Bénin et membre du Conseil d'administration de la SAA/SAFE ; Prof. Ruth Oniang'o ; Tumusiime Rhoda Peace, Commissaire de l'Union africaine pour l'Économie rurale et l'Agriculture ; Julie Borlaug, petite-fille de Norman Borlaug, et John Hardman, Président Directeur général du Carter Center.

Rapport de la Présidente

Commémoration majeure

débats particulièrement innovant s'est notamment déroulé dans les écoles locales et a fait sensation lorsque les débats ont atteint leur paroxysme au symposium tenu à Jinja.

Les événements commémoratifs ont bénéficié de l'appui de la direction de l'Ouganda, avec Edward Ssekandi, le Vice-président, en charge de l'inauguration du symposium de deux jours à Jinja, tandis que Tumusiime Rhoda Peace, Commissaire de l'Union africaine pour l'Économie rurale et l'Agriculture, a joué un rôle à part entière dans les célébrations, à Makerere et à Jinja. Il était également pertinent d'inviter des membres de la famille de Norman Borlaug pour qu'ils prennent part à l'héritage extraordinaire laissé par ce grand homme. Sa fille, Jeannie Borlaug Laube, et sa petite-fille, Julie Borlaug, étaient des invitées bienvenues. Nous avons également eu le privilège d'accueillir l'Ambassadeur Kenneth Quinn, Président de la Fondation du Prix alimentaire mondial, créée à l'origine par Norman Borlaug. Plus tard dans le courant de l'année, nous avons assisté aux événements du Prix alimentaire mondial à Des Moines où un film de nos événements commémoratifs a été projeté. Ce fut aussi un immense plaisir de voir John Hardman, représentant le Président Carter, et sa femme Laura. Un message vidéo spécial du Président Carter a été diffusé lors de notre symposium de Jinja.

Enfin, nos propres directeurs, notamment Nicéphore Soglo, ancien Président du Bénin, et Katsumi Hirano, étaient bien représentés.

Rien de tout cela n'aurait évidemment été possible sans l'appui constant de Yohei Sasakawa et de la Nippon Foundation. Yohei Sasakawa, le fils de Ryoichi, collabore avec la SAA depuis sa création. Il a assisté au symposium de Jinja et a énormément contribué aux débats et aux discussions.

Je tiens à remercier Masaaki Miyamoto, notre Directeur exécutif, et son équipe à Tokyo, pour le travail assidu et le dévouement dont ils ont fait preuve, tout particulièrement durant les événements Borlaug. Merci aussi à Juliana Rwelamira, Directrice générale de la SAA et à Deola Naibakelao, Directeur général de SAFE pour leur leadership

et pour avoir mené à bien un programme de travail difficile. Leurs rapports figurent dans le présent document. J'aimerais également remercier Roselline Nyamutale, notre Directrice nationale pour l'Ouganda, bien appuyée par son adjoint, Emmanuel Kayaayo et ses collaborateurs, pour avoir réussi à cumuler le programme chargé de la SAA et tout le travail supplémentaire qu'ont exigé les manifestations du centenaire.

En ce qui concerne le Conseil d'administration, Masa Iwanaga, mon Vice-président, a démissionné après six ans d'exercice. J'aimerais le remercier pour ses nombreuses contributions. Toutefois, je suis également très heureuse qu'Amit Roy, Président-directeur général du Centre international de développement des engrais (IFDC) soit devenu membre des conseils de la SAA et de SAFE. Ami de la SAA depuis le tout début, il a contribué de manière considérable à l'agriculture africaine et à l'amélioration des conditions du petit exploitant.

J'ai mentionné précédemment que le moment était venu de marquer les anniversaires. En 2016, nous aurons 30 ans – mais nos regards sont tournés vers l'avenir et notre objectif global restera toujours le même : le soutien du petit exploitant, force vitale de l'agriculture africaine.

Prof. Ruth Oniang'o est diplômée kényane de l'Université de l'État de Washington à Pullman et de l'Université de Nairobi. Elle a enseigné dans des universités kényanes et est professeure associée à la Tufts University dans le Massachusetts. Elle a été le fer de lance de la politique du Kenya en matière d'alimentation et de nutrition qu'elle a menée à bien ; elle a facilité la mise en place de services de nutrition en Afrique et a donné plus de poids à ces questions sur la scène internationale. Elle a siégé au parlement kényan ; créé Rural Outreach Africa au service des petites agricultrices et fondé l'African Journal of Food, Agriculture, Nutrition and Development pour mettre en exergue les enjeux africains. Elle est Présidente du conseil de l'Association Sasakawa pour l'Afrique et du Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation, reprenant vaillamment le flambeau de leur cofondateur, feu Norman Borlaug, qui fut Président de la SAA et de SAFE. En 2014, le prix d'excellence pour l'ensemble de sa carrière lui a été décerné par l'International Food and Agribusiness Management Association (IFAMA) et elle est vice-présidente du Forum mondial sur la recherche agricole (GFAR).

Prof. Hon. Ruth K. Oniang'o
Présidente de l'Association
Sasakawa pour l'Afrique
Présidente du Fonds
Sasakawa pour l'Afrique
de formation à
la vulgarisation



Rapport de gestion de 2014 de la Directrice générale de la SAA

La Présidente, Professeur Ruth K. Oniang'o, a décrit l'importance des célébrations qui se sont déroulées en Ouganda, en juillet 2014, pour le centenaire de la naissance de Norman Borlaug. Ce fut, sans aucun doute, l'un des temps forts de l'année. Une année qui a également été marquée par d'autres événements importants, entre autres, les progrès de la mise en œuvre du Plan stratégique 2012-2016 de la SAA.

Au cours des trois dernières années de la mise en œuvre du Plan stratégique, l'ensemble des pays et des thématiques ont amélioré progressivement la planification du programme et sa mise en œuvre selon leurs cadres logiques, basés sur les activités du Plan. Au niveau thématique, les unités de l'Amélioration de la productivité agricole (APA), des Systèmes post-récolte et agroindustrie (PRAI), des Partenariats public-privé et accès au marché (PPPAM) et du Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D) ont finalisé le recrutement des membres de leur équipe dans les quatre pays phares, en étroite collaboration avec les Directeurs nationaux. La portée des travaux concernant toutes les thématiques s'est étendue à d'autres états et communautés du Nigéria, grâce au financement du Ministère fédéral de l'Agriculture et du développement rural, suite à l'accord signé en 2013. Le projet a été lancé dans les états de Katsina, Cross River, Benue et Ogun. Il a également démarré dans les états d'Anambra et de Gombe, avec le concours financier de la Banque mondiale par le biais d'un projet de soutien à la productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO). De même, en Ouganda, les thématiques se sont toutes impliquées dans un plus grand nombre de communautés dans les districts d'Apac et de Dokolo, grâce à un nouveau projet « Croissance pour l'Ouganda » financé par K+S.

En juillet, les encadrements supérieurs de la SAA et de SAFE ont travaillé ensemble pour passer en revue le Plan stratégique de la SAA afin que ses activités soient davantage mesurables et réalisables, et qu'elles répondent mieux à des problèmes évoqués sur le terrain qui orientent leur direction. Dans le même ordre d'idées, les PPPAM et SEA&D ont procédé à des examens approfondis de leurs objectifs thématiques, cadres logiques, concept et procédures afin qu'ils s'alignent sur le Plan stratégique. Par ailleurs, l'APA et le PRAI se sont penchés sur leurs documents de concept et de procédure et les ont modifiés au besoin pour guider leurs équipes nationales. Les discussions des thématiques se tiennent habituellement durant les bilans thématiques annuels qui prévoient des ateliers/réunions de planification réunissant toutes les parties prenantes pour évaluer leurs performances pour l'année en cours et fixer les objectifs pour la nouvelle année.

Le Plan stratégique repose sur une forte collaboration interthématique, notamment au niveau local où se trouvent les principaux clients, à savoir les agriculteurs. La SAA et SAFE ont donc fait un effort délibéré pour appliquer l'approche par chaîne de valeur. Dans la mesure du possible, toutes les thématiques fonctionnent avec les mêmes agriculteurs et avec les mêmes produits de base. T3 identifie les produits de base grâce aux études de marché et aux évaluations, identifiant les opportunités les plus rentables et les plus commercialisables. Lorsqu'il existe un marché favorable ou un acheteur intéressant, T1 et T2 soutiennent la production

La vision, la mission et les buts stratégiques de la SAA

Vision de la SAA

Une Afrique rurale où la sécurité alimentaire est meilleure et où fleurissent davantage de petits producteurs commerciaux prospères.

Mission de la SAA

Transformer les services consultatifs africains de vulgarisation dans les pays partenaires pour faire en sorte qu'ils garantissent une meilleure sécurité alimentaire pour les ménages et une participation plus rentable aux activités commerciales le long de la chaîne de valeur, tout en respectant les ressources naturelles.

Buts stratégiques de la SAA

1. Établir des plateformes d'apprentissage agricole rentables qui améliorent la productivité des systèmes alimentaires des petits exploitants, notamment pour les agricultrices pauvres en ressources et celles qui ont de faibles niveaux de performances techniques, et renforcer ainsi la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance.
2. Permettre aux petits exploitants de capturer une plus grosse proportion des avantages économiques inhérents aux chaînes de valeur des denrées agricoles.
3. Créer des partenariats public-privé qui soutiennent financièrement la prestation de services de vulgarisation pour un développement agricole optimisé des petits exploitants et qui renforcent l'accès à un marché rentable.
4. Consolider les systèmes de vulgarisation agricole par le renforcement des capacités des professionnels de la vulgarisation et des petits exploitants afin d'accélérer la productivité agricole et de créditer davantage de chaînes de valeur compétitives.
5. Établir des systèmes informatisés de gestion de l'information et des connaissances qui permettent une adaptation, une modification et un changement des technologies et des approches, améliorent l'efficacité et les impacts et communiquent des leçons et des bonnes pratiques pour une prise de décisions opportune et fondée sur la preuve.

ou la transformation pour ces entreprises qui se concentrent sur les cultures ou l'élevage. Peuvent venir s'ajouter à la liste d'autres activités culturelles ou d'élevage en fonction de leurs caractéristiques et de critères tels que la résilience au climat, la nutrition, etc.

Personnel

L'effectif de la SAA s'est accru considérablement au cours des trois dernières années, il est en effet passé de 50 employés en 2011 à 165 employés en 2014. La SAA a dû recruter d'autres personnes à l'arrivée d'autres fonds par le biais de projets (tels que MFADR et USAID-MARKETS au Nigéria ; K+S en Ouganda ; et AGRA au Mali et au Nigéria). En Éthiopie, un coordonnateur de projet et cinq agents de programme ont été recrutés pour trois projets différents. Au Nigéria, neuf agents de programme et un agent de programme adjoint ont été recrutés pour les projets financés par MFADR (6), MARKETS (2) et AGRA (2). L'Ouganda a recruté un autre agent de

programme pour le projet K+S. En Éthiopie, aucun nouveau recrutement n'a été nécessaire étant donné que trois projets touchent à leur fin. Un agent de programme adjoint du siège de Tokyo a été muté en Ouganda pour faciliter la gestion de la relation entre la SAA et la JICA, ainsi que la liaison avec les ambassades japonaises en Afrique mais aussi pour coordonner le projet K+S.

Au niveau de l'encadrement supérieur, l'agent de programme régional de la Thématique 2 a donné sa démission à la fin de l'année 2013 ; le recrutement du remplaçant a été finalisé en avril 2014 et ce dernier a commencé officiellement à travailler à l'échelle régionale en mai, depuis notre bureau au Mali. Par ailleurs, au Mali, un directeur national adjoint et dirigeant de la Thématique 3 a rejoint l'équipe en novembre 2013 ; c'est en novembre 2014 qu'il a accepté le poste d'agent de programme régional pour la Thématique 3. Dans l'ensemble, la SAA a connu une hausse de presque 11 pour cent de son effectif, et notamment une hausse de un pour cent au cours de l'année 2013.

Le ratio hommes/femmes s'est amélioré au fil des années : dans l'ensemble, il est à présent de 3 pour 1, avec des variantes dans les différents pays. Environ 30 pour cent de notre personnel professionnel sont des femmes, un taux de croissance remarquable depuis 2011 alors qu'il n'était que de cinq pour cent. La SAA est, en fait, l'un des rares organismes africains affichant un taux élevé de personnel professionnel féminin, ce qui lui permet de toucher un plus grand nombre d'agricultrices sur la chaîne de valeurs.

Rotation du personnel

L'Éthiopie a connu un taux élevé de rotation du personnel (6 agents de programme et un comptable ont démissionné) principalement en raison de l'arrivée sur la scène d'ONG internationales similaires cherchant à recruter des agronomes qualifiés et formés. Celles-ci proposent souvent des rémunérations et avantages plus importants, ce qui présente

un défi majeur. Malheureusement, en juin et décembre 2013, les Responsables de programme régionaux de la thématique 3 et de la thématique 2 ont donné leur démission. Les deux thématiques s'efforcent de les remplacer. Aucun nouveau recrutement n'a été effectué, car l'un des principaux projets (financé par la FBMG) sera terminé et plus de 10 membres du personnel employés dans le cadre de ce projet termineront leur contrat à la fin décembre 2014.

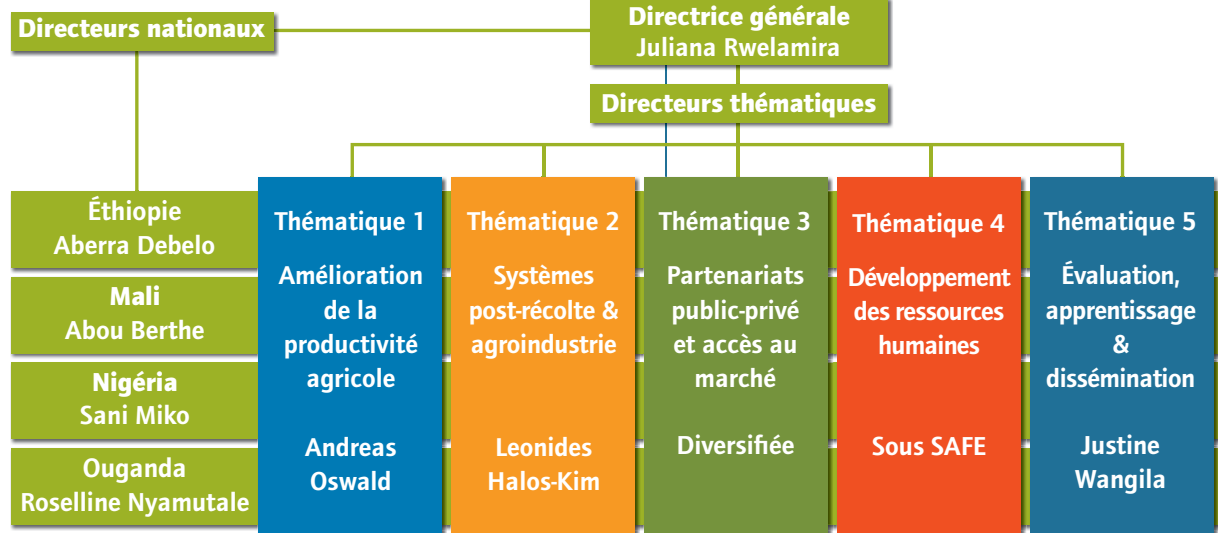
Gestion matricielle

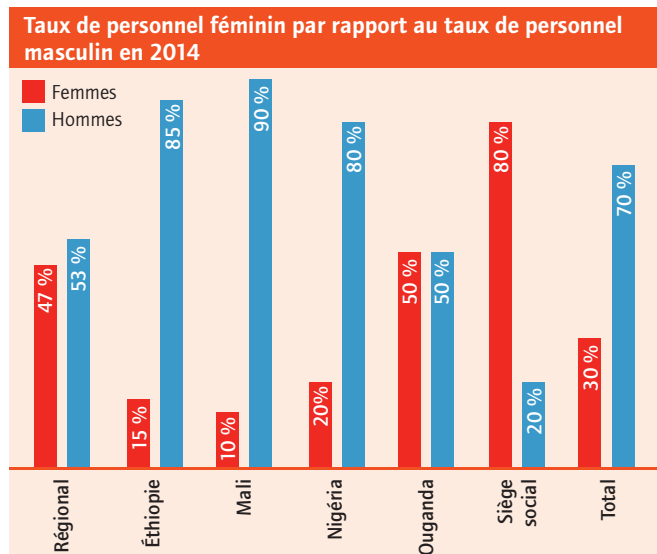
La SAA poursuit son approche de gestion matricielle qu'elle respecte à la lettre et qui, au fil des ans, est devenue mieux comprise par le personnel de la SAA et de SAFE, grâce à des formations et des cours de perfectionnement. Le dernier stage de formation a réuni 38 nouveaux membres du personnel (ayant rallié la société depuis 2011) et a été organisé en mai 2013. Le ressenti des Directeurs nationaux tend à suggérer que l'on va dans la bonne direction mais davantage d'efforts sont requis pour améliorer la consultation et le retour d'informations entre les Directeurs thématiques et les Directeurs nationaux. L'approche par Gestion matricielle offre aussi une assurance qualité technique supérieure et le partage des meilleures pratiques dans toutes les thématiques du programme et dans les quatre pays phares de la SAA.

Croissance et développement du personnel

La SAA s'est engagée à devenir une « organisation d'apprentissage » qui évolue constamment pour faire face aux exigences d'hier et d'aujourd'hui. Comme nous l'avons indiqué, le marché du personnel en Afrique est devenu de plus en plus compétitif. L'application des critères énoncés pour l'utilisation

Structure de gestion matricielle de la SAA





du Fonds Borlaug pour le développement du personnel (50 000 \$ par an) a permis de motiver le personnel et ces critères sont désormais bien compris dans l'ensemble de la SAA.

Les premières bourses d'études ont été octroyées en 2012, pour financer des ateliers, des réunions et des stages à court terme mais aussi des études à long terme. Depuis 2012, deux bourses ont été allouées respectivement à l'Ouganda et au Nigéria pour des études de doctorat (PhD) et deux bourses ont été accordées au Mali et à l'Ouganda pour des études de maîtrise. Une formation à court terme a été octroyée au personnel utilisant ce fonds. D'autres appuis à la formation du personnel financés par le Fonds Borlaug seront alloués en 2015.

Système d'information de gestion (SIG) de la SAA

Le SIG est désormais géré depuis le siège de Tokyo et assure un service durable. Les mesures nécessaires ont été prises et les documents sont aisément téléchargés et accessibles sur Internet pour leur dissémination ou leur consultation. Tous les comptables peuvent transférer leurs livres mensuels de dépenses de bureau sur le SIG. Les autres rapports, notamment les rapports techniques, trimestriels, semestriels et annuels sont diffusés de cette manière. Pour chaque catégorie de personnel (DE, DG, DT, DN, CT), il existe un dossier privé et un dossier commun afin de veiller au respect des informations confidentielles. Le site Web de la SAA est actuellement géré depuis Tokyo.

Mobilisation des ressources

La SAA continue, depuis sa création, à bénéficier d'un appui solide de la Nippon Foundation. Au symposium du Centenaire de la naissance de Norman Borlaug, Yohei Sasakawa a renouvelé son engagement de « travailler la main dans la main avec les agriculteurs en Afrique pour les aider à améliorer leurs conditions de vie et s'assurer qu'aucun enfant ne se couche la faim au ventre. »

La SAA a réussi à diversifier ses sources de financement. Outre la Nippon Foundation, la SAA reçoit un financement de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) et de la Fondation Bill & Melinda Gates (FBMG) ; l'Agence japonaise

de coopération internationale (JICA) qui soutient actuellement deux projets de la SAA, le projet Achats pour le progrès du Programme alimentaire mondial (PAM-P4P) et celui de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) en Éthiopie ; et le projet de soutien « Croissance pour l'Ouganda » financé par K+S. Le programme SG 2000 Nigéria de la SAA continue à participer à la phase II du projet USAID-MARKETS. MFADR et WAAP ont commencé à financer les travaux de ce programme dans six états en 2014 et devraient augmenter leur financement de manière à couvrir d'autres états.

Partenariats internationaux

L'encadrement supérieur et les cadres de la SAA ont participé à un certain nombre de forums internationaux, notamment :

- le Forum sur la révolution verte en Afrique, du 1er au 3 septembre 2014, à Addis Ababa en Éthiopie
- le Forum Programme alimentaire mondial pour les experts de haut niveau, du 20 au 30 octobre 2014, à Rome en Italie
- le Forum Alimentation et nutrition à l'échelle mondiale, le 9 octobre 2014, à Berlin en Allemagne.
- le Prix mondial de l'alimentation, du 15 au 17 octobre 2014, à Des Moines, dans l'Iowa, aux États-Unis

Dernière remarque générale et action future

La mise en œuvre du Plan stratégique en 2012 dans les quatre pays phares a permis le développement du programme de la SAA jusqu'à maintenant. Et ceci malgré des problèmes de sécurité au nord du Nigéria et au Mali, où des mouvements d'insurrection, et l'épidémie Ebola (au Nigéria), ont perturbé le programme. J'ai le plaisir d'annoncer que nous avons mené à bien la plupart des activités principales et réalisé les objectifs de production d'origine, soit 60 pour cent de plus que les objectifs visés. Dans quelques cas, une réalisation totale de l'objectif a été enregistrée. Durant le bilan du Plan stratégique, certains objectifs ont été revus à la hausse. Les « Résultats anticipés » ne peuvent vraiment être estimés qu'à la suite d'une évaluation complète de la mise en œuvre du Plan stratégique.

Toutefois, je suis certaine que les progrès sont constants et que des milliers de petits exploitants en bénéficient dans le cadre de notre programme.



THÉMATIQUE 1

Amélioration de la productivité agricole

En 2014, la thématique Amélioration de la productivité agricole (APA) reste orientée par les objectifs fixés dans le cadre du Plan stratégique de la SAA. L'approche Plateforme d'apprentissage agricole (PAA) a permis de développer et renforcer les compétences des agriculteurs et de perfectionner la capacité des vulgarisateurs. Les équipes nationales de l'APA ont réalisé leur plan pour 2014. Les efforts de formation ont été intensifiés et l'accent a été mis particulièrement sur le suivi et la supervision.

Au Nigéria, l'année 2014 a été toutefois une année imprévisible sur le plan politique et concernant la situation de sécurité, ce qui a eu une incidence sur les activités. Parmi les activités réalisées sur le terrain figuraient la mécanisation à petite échelle et la production d'engrais organiques dans les fermes ; d'autre part, l'accent a été mis sur la production de semences. Le projet du ministère fédéral de l'Agriculture et du développement rural (MFADR) a également démarré au Nigéria en 2014 et le centre de formation mobile en Ouganda a été exploité au maximum.

Le Directeur thématique a participé à des réunions internationales en vue d'établir des contacts avec les bailleurs de fonds et les collaborateurs potentiels et de se renseigner sur les nouvelles initiatives. Parmi ces partenaires et collaborateurs potentiels figuraient la société allemande K+S Kali, le Forum sur la révolution verte en Afrique (AGRF) à Addis Ababa et le Forum mondial pour le conseil rural (GFRAS). L'analyse des données des démonstrations de la SAA réalisée à l'Université de Hohenheim, en Allemagne, a également fait l'objet d'un suivi.

Intensification de la formation et de la mise en œuvre des activités sur le terrain

En 2014, une formation a été dispensée à 2 745 vulgarisateurs en tout, dont la moitié était en Éthiopie, en raison du nombre et de l'ampleur des projets qui y sont implantés. Les vulgarisateurs et les animateurs communautaires ont formé des agriculteurs en trois à cinq stages par campagne. Un total de 75 000 agriculteurs ont bénéficié de la formation assurée directement par les formateurs formés par la SAA, tandis que selon les estimations, 26 000 autres agriculteurs ont profité de cette formation dispensée par des agriculteurs en chef formés par la SAA.

Un total de 1 159 parcelles d'options technologiques (TOP), 3 515 démonstrations destinées aux femmes (WAD), 488 parcelles de variétés communautaires (CVP) et 395 parcelles de prégermination (SP) ont été mises en œuvre, le nombre de TOP a baissé de 17 % et celui des WAD de 23 %. Cette baisse était surtout due à une réduction des activités sur le terrain en Éthiopie. En outre, 1 364 autres démonstrations sur le terrain ont été mises en œuvre au Nigéria, en Éthiopie et en Ouganda durant 2014 (voir Figure 1). La thématique APA est en voie de réaliser les objectifs du Plan stratégique de 2012-16.

Programme de multiplication de semences

Le Programme de multiplication de semences a été redynamisé : en Ouganda, 37 hectares ont été plantés en manioc, soja et riz, tandis qu'en Éthiopie, 82 hectares ont été plantés en pommes de terre, féveroles, riz, teff, blé et orge.

Au Mali, 8 ha ont été ensemencés. La multiplication communautaire des semences a été réalisée dans les régions de Kayes, Ségou et Koulikoro. Parmi les cultures, on peut citer



Un producteur de sorgho dans le district de Mityana – centre de l'Ouganda

le mil Djiguifa ; les variétés de sorgho Sewa et Bobodie ; les variétés de maïs Brico, Sotubaka et Djorobana ; et les variétés de niébé Yerwolo, Korobalen, Sangaranga et Wilibali.

Au Nigéria, les démonstrations sur le terrain mises en œuvre concernaient 664 parcelles de formation à la gestion (MTP) dans le cadre du projet MFADR pour promouvoir les méthodes productives de culture des denrées de base. 40 parcelles de démonstration de la production de maïs ont été mises en place dans le cadre du projet USAID MARKETS.

En Éthiopie, 240 parcelles de comparaison des variétés ont été mises en culture dans le cadre du projet « Maïs nutritionnel pour l'Éthiopie » (NuMe). En Ouganda, 420 parcelles de démonstration de culture du maïs Longe 10 résistant à la sécheresse ont été établies sous la houlette de la Nippon Foundation, en collaboration avec le semencier NASECO.

Le rôle du négociant de l'Association des produits de base

En Ouganda, l'implication des négociants de l'Association des produits de base (FABP) a permis aux agriculteurs d'accéder aux connaissances et aux informations sur la disponibilité et l'accès aux intrants et aux marchés des produits. La participation d'autres thématiques à la formation des vulgarisateurs a permis de diversifier les connaissances des agriculteurs et leur utilisation du transfert de technologie. Le contrôle et le suivi continus des PAA a permis d'améliorer la performance de la mise en œuvre des projets.

La restructuration et la réorganisation en cours du système de vulgarisation agricole en Ouganda ont mis en avant l'importance du rôle des animateurs communautaires et des FABP au niveau du sous-comté. L'absence des vulgarisateurs de terrain à ce niveau, en raison de cette restructuration, a entraîné une mauvaise prestation de services médiocre. Les approches novatrices comme, par exemple, faire appel à des animateurs communautaires et à des FABP, ont beaucoup contribué à combler ce manque pour la SAA, en termes de formation des agriculteurs et d'accès aux intrants.

Recrutement de personnel

Au cours de l'année 2014, l'équipe nationale APA en Ouganda a recruté un autre agent de programme, ce qui porte le nombre d'agents de programme à cinq, auquel s'ajoute un coordonnateur thématique. Au Nigéria, l'équipe s'est agrandie avec un coordonnateur thématique et sept agents de programme. En Éthiopie, l'équipe APA est composée d'un coordonnateur



Projet	Fonction
Nippon Foundation	Financement de projets agricoles.
NuMe	Promotion du maïs à forte teneur en protéine en Éthiopie grâce au projet « Maïs nutritionnel pour l'Éthiopie ».
JPP 2	Financement du projet en partenariat avec la JICA pour le développement des entreprises agroalimentaires durables en Éthiopie.
USAID MARKETS	Le projet USAID/MARKETS au Nigéria a mandaté la SAA pour fournir un appui technique en vue d'améliorer l'égrenage, le séchage et le stockage du maïs.
AGRA	L' Alliance pour une révolution verte en Afrique a assuré le financement d'un projet sur trois ans au Mali pour l'amélioration des techniques de manutention post-récolte des céréales et le renforcement des capacités en vue d'améliorer l'accès aux marchés pour les agriculteurs maliens.
MFADR	Ministère fédéral en charge de l'Agriculture et du Développement rural du Nigéria. Mise en œuvre des chaînes de valeur agricoles en collaboration avec SAA Nigéria.
K+S	Actif sur le plan international, K+S KALI GmbH est un producteur de potassium et de magnésium qui collabore avec SG2000 Ouganda à la promotion de la chaîne de valeur agricole dans le nord de l'Ouganda.

thématique et de huit agents de programme. Au Mali, le personnel constitué d'un coordonnateur thématique et d'un agent de programme a été maintenu.

Relations entre la Thématique et les programmes nationaux

Dans le cadre de l'approche par chaîne de valeur de la SAA, la Thématique 1 a poursuivi sa démarche d'intégration de l'amélioration de la productivité agricole afin d'exploiter les synergies avec les autres thématiques et de servir les producteurs de façon plus performante. La collaboration inter-thématique s'est poursuivie dans tous les pays, surtout à l'égard des activités telles que l'évaluation des besoins (avec tous les autres groupes thématiques) et la formation des agriculteurs (essentiellement avec la Thématique 3) : quatre ateliers se sont tenus dans différents pays afin d'établir les bases de la planification et de la mise en œuvre conjointes. Les efforts visant à intensifier la collaboration se sont multipliés, notamment la participation aux réunions de planification nationales, la tenue de réunions inter-thématiques avec tous les pays, la tenue de réunions de budget, et l'organisation de visites de pays plus fréquentes.

Les relations avec les organisations de bailleurs de fonds se sont développées au cours de l'année 2014. Le Directeur thématique a été le point de mire de K+S dans nos relations avec la SAA et de la Fondation Syngenta lors des travaux au Mali. Il a participé aux réunions avec le CIMMYT dans le cadre du projet « Maïs nutritionnel pour l'Éthiopie » (NuMe) et a eu des échanges avec la Fondation YARA concernant un éventuel financement.

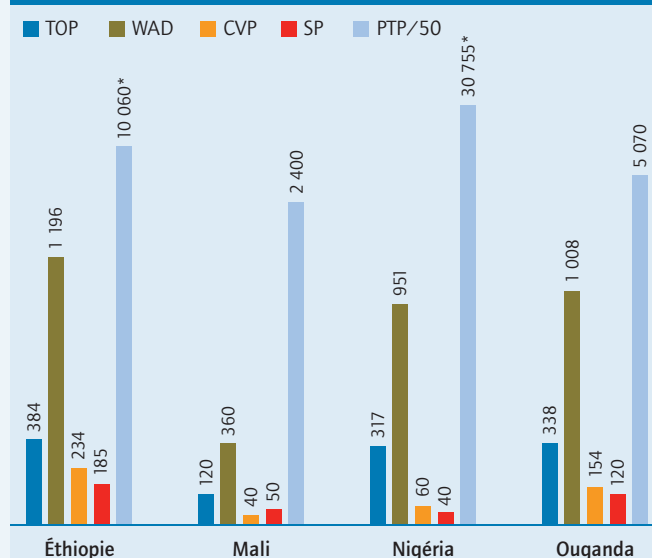
Outre les relations déjà établies avec l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), K+S Kali, le MFADR du Nigéria, les rapports avec l'alliance AGRA se sont renforcés en 2014.

En Éthiopie, les projets de la Fondation Bill & Melinda Gates (FBMG) et de la JICA se termineront en 2015, ce qui aura des conséquences importantes sur la portée des activités APA et entraînera une baisse du personnel de cette thématique. Au Nigéria, seul le financement accordé par la Nippon Foundation et l'AGRA permet une planification à moyen et à long terme – le financement provenant de l'USAID MARKETS est assuré sur une base annuelle et le financement provenant des pouvoirs publics et du MFADR est très imprévisible.



Un centre de formation mobile permet à la SAA de toucher des agriculteurs dans des régions reculées de l'Ouganda. On le voit ici en pleine action dans le sous-comté de Kwera, à Dokolo.

Démonstrations sur le terrain mises en œuvre dans 4 pays en 2014



* Réalisées dans le cadre de divers projets

THÉMATIQUE 2

Vulgarisation des systèmes post-récolte et agroindustrie

La SAA est bien partie pour réaliser les objectifs clés fixés dans le Plan stratégique de 2012-16. Quelque 5 000 transformatrices en Éthiopie, au Mali, au Nigéria et en Ouganda se sont lancées dans des entreprises agroalimentaires telles que celles spécialisées dans la transformation et le conditionnement du maïs, du riz, des arachides, du manioc, des épices, des produits laitiers, des aliments pour animaux ou encore des confiseries.

Rien qu'en Éthiopie, l'équipe de vulgarisation des systèmes post-récolte et agroindustrie (PRAI) de la SAA a mis sur pied 25 entreprises d'agrotransformation, profitant ainsi à plus de 3 400 membres de groupements d'agrotransformation de femmes en milieu rural. Le nombre de prestataires de services privés assurant le battage des récoltes, l'égrenage, l'usinage du riz et le décorticage des arachides a atteint 425 à la mi-2014. Ce chiffre a déjà dépassé l'objectif d'origine de 364 prestataires fixé pour la fin de 2016.

Ces prestataires de services privés se déclarent satisfaits de la façon dont leurs affaires leur permettent de gagner leur vie et ils se réjouissent de pouvoir aider les petits exploitants à gérer leur exploitation de façon plus performante. L'équipe PRAI est résolument décidée à encourager davantage d'entrepreneurs privés, notamment les jeunes vivant en milieu rural, de manière à ce qu'un plus grand nombre d'agriculteurs et d'agrotransformateurs puissent accéder à leurs technologies.



Une agricultrice ougandaise, Florence Kalinaki, a trouvé que le grain stocké dans un réservoir en plastique sur sa petite exploitation était d'aussi bonne qualité après 18 mois de stockage qu'au moment de la récolte. Elle promeut l'utilisation du stockage hermétique auprès des autres agriculteurs dans son secteur.

Réduction des pertes post-récolte

L'équipe de la thématique PRAI vise également à réduire les pertes de 30 % entre 2012 et 2016.

Les pertes post-récolte interviennent à différents stades de la chaîne de valeur des récoltes. Les pertes au niveau de l'exploitation pour le maïs, les haricots et le riz ont été évaluées lors des campagnes agricoles de 2013/14 dans les districts d'Apac et de Dokolo en Ouganda. Selon ces évaluations, la perte moyenne cumulée est de 16,82 % (maïs), 16,43 % (haricots) et de 15,30 % (riz), à l'exception des systèmes de transport.

Ces résultats ainsi que ceux d'autres évaluations des besoins effectuées par les équipes indiquent que la plupart des pertes ont lieu durant le séchage et le stockage, en raison d'une mauvaise manutention, des attaques de rongeurs et de l'infestation par des insectes, qui peuvent être sérieuses au bout d'un mois de stockage seulement. Certains agriculteurs utilisent des produits chimiques pour atténuer l'infestation, mais ces derniers peuvent présenter des risques pour la santé des agriculteurs, s'ils ne sont pas appliqués correctement.

L'introduction du stockage hermétique du grain a permis une élimination quasi-totale des pertes dues à une infestation par des insectes, la qualité du grain étant maintenue, dans certains cas, même après un an de stockage.

Nos équipes ont assuré une formation à la bonne gestion du stockage auprès des agriculteurs et ont introduit des installations de stockage hermétique, notamment des sacs à grains spéciaux (SGB) et des sacs Cocoon fournis par GrainPro® ; des silos en métal conçus par le CIMMYT ; et les sacs PICS pour le stockage amélioré des récoltes développés par l'université Purdue.

Ces technologies appliquent le principe du stockage anaérobie qui s'est révélé efficace pour le contrôle des insectes ravageurs. Les grains stockés dans des sacs SGB, PICS et dans des silos en métal pendant plus de neuf mois sont restés à l'abri des insectes, alors que le grain stocké dans des sacs ordinaires pouvait être fortement infesté par des insectes ravageurs au bout d'un mois seulement.

Une mère en Éthiopie s'est déclarée très satisfaite de la nouvelle méthode de stockage et d'ajouter : « Plus besoin de trier et de manger ce que les insectes et les rongeurs nous auront laissé. Nous avons suffisamment de grains de qualité, même au bout de trois mois. »

La PRAI s'efforce à présent de mettre les agriculteurs en relation avec des fournisseurs. GrainPro® a mis en place des distributeurs de sacs à grains spéciaux en Ouganda et en Éthiopie. Les sacs PICS sont maintenant disponibles au Nigéria, au Mali et en Éthiopie. Les silos en métal sont désormais fabriqués par des techniciens formés en Éthiopie.

Adaptation des réservoirs d'eau en plastique

Pour réduire les coûts et utiliser la technologie qui est largement disponible localement, l'équipe PRAI a adapté les réservoirs d'eau en plastique en ajoutant un joint en caoutchouc, pour permettre le stockage du maïs et des haricots. Ces réservoirs ont fait l'objet de démonstrations en Éthiopie, au Nigéria et en Ouganda. Au bout de six mois d'utilisation du



stockage, les réservoirs en plastique ont été ouverts et aucun signe d'infestation par des insectes n'a été constaté.

Les réservoirs en plastique sont particulièrement appréciés par les agricultrices ougandaises car ils sont localement disponibles en différentes tailles ; leur coût en fumigants est nul ; ils sont à l'épreuve des insectes et des rongeurs et faciles à gérer. Une agricultrice ougandaise, Mme Florence, s'est déclarée ravie lorsqu'elle a trouvé que son maïs stocké avait conservé son éclat initial et était « d'aussi bonne qualité que du maïs nouvellement engrangé ».

Une analyse économique a fait ressortir un avantage en termes de revenu de l'ordre de 700 dollars la tonne de maïs stocké dans des réservoirs en plastique pendant 3 à 4 mois. Par conséquent, on a observé une adoption immédiate de la technologie ; pourtant, il faut faire plus pour informer un plus grand nombre d'agriculteurs.

Adaptations stratégiques dans le cadre des programmes nationaux

Les programmes nationaux pour le PRAI visent à améliorer les perspectives de développement des entreprises agroindustrielles. Les équipes nationales se réunissent une fois par an pour échanger des expériences et des technologies susceptibles d'être adaptées et généralisées.

Par exemple, les expériences du Nigéria nous ont appris comment transformer une entreprise agroindustrielle familiale en une entreprise commercialement viable, comme c'est le cas des transformateurs de manioc à Ganye. En Éthiopie, nous avons acquis de bonnes expériences avec les PHELP (Postharvest Extension and Learning Platform, Plateforme d'apprentissage et de vulgarisation sur les systèmes post-récolte). Toutefois, les PHELP font partie d'une stratégie évolutive qui doit être intégrée plus étroitement aux programmes de vulgarisation des pouvoirs publics pour fonctionner plus efficacement. Le système de vulgarisation éthiopien permet cette intégration, mais devra être davantage affiné.

L'expérience du Mali avec les Centres d'échanges et de systèmes post-récolte (PhTC), qui sont également basés sur le concept PHELP, pourrait être un modèle pour promouvoir la commercialisation groupée auprès des organisations paysannes dans les autres pays. En travaillant avec la Thématique 3, les PhTC constituent une plateforme permettant aux agriculteurs de transformer leurs récoltes et de négocier de meilleurs prix.

Les efforts de l'Ouganda pour intervenir tout au long de la chaîne de valeur soulignent l'importance du partage des rôles pour atteindre un objectif, à l'intérieur comme à l'extérieur de la SAA. Ils montrent comment les entreprises agroindustrielles impulsées par le marché peuvent être développées pour rapprocher les agriculteurs des matières premières et des ressources financières.

La SAA assure activement la promotion du travail des prestataires de services dans tous les pays. Outre la formation technique, les prestataires de services ont besoin de fortes interactions avec les services financiers.



Sulaimani Mulagye, prestataire de services, a lancé son entreprise avec une égreneuse à maïs manuelle, avec l'aide de l'équipe ougandaise de la Thématique 2. Il prévoit de s'agrandir au bout d'un an et d'acheter un modèle motorisé.

Renforcement de l'équipe PRAI

En 2014, l'équipe PRAI a accueilli cinq nouveaux membres :

- **Aoga Antoine**, Technologue des produits alimentaires, est agent de programme régional depuis mai 2014 et basé au Mali
- **Senayit Yetnaberk**, Scientifique alimentaire, est agente de programme (Éthiopie) dans le cadre des études de nutrition pour le projet « Maïs nutritionnel pour l'Éthiopie », financé par le CIMYTT.
- **Teshome Lemma**, Spécialiste de la protection des cultures, est devenu agent de programme (Éthiopie) en janvier 2014
- **Traoure Oumer**, Spécialiste de la vulgarisation, est agent de programme (Mali) depuis février 2014
- **Sulaiman Mooshod Enewo**, ingénieur agronome diplômé, est devenu agent de programme (Nigéria) en août 2014.

Avancée

L'approche de vulgarisation de la chaîne de valeur fait progresser la mission de la SAA consistant à améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants. Le développement du secteur PRAI est une tâche gigantesque. Nous devons renforcer la collaboration inter-thématique, impliquer d'autres partenaires, fournir un soutien financier, développer les interactions avec les marchés, intensifier la promotion d'autres technologies, travailler sur la sécurité alimentaire et aborder de nombreux autres domaines.

THÉMATIQUE 3

Partenariats public-privé et accès au marché

Pour la Thématique Partenariats public-privé et accès au marché, l'année 2014 s'est terminée avec d'importantes réalisations :

- la retraite de la Thématique s'est tenue en Éthiopie en avril 2014 et portait sur l'examen du plan de travail et des principaux résultats de la Thématique ;
- la contribution de la Thématique à la retraite mondiale de la SAA et sa prise en charge de l'édition du document relatif à la retraite ;
- un atelier s'est tenu à Kampala en décembre, pour recentrer et simplifier les activités les produits et les résultats de la Thématique.

La réunion de Kampala a eu pour principal résultat la réduction du nombre des objectifs de la Thématique de cinq à trois et la baisse du nombre de ses activités de 22 à 10. Ces trois principaux objectifs portent sur les actions suivantes :

- développement et promotion des modèles de génération de revenus ;
- soutien de l'émergence et du développement des organisations paysannes ;
- soutien de partenaire des organisations paysannes pour permettre l'accès à des opportunités commerciales viables, en partenariat avec des prestataires de services.

L'accent a également été mis sur la promotion du travail des organisations paysannes pour toucher l'ensemble des communautés agricoles durant la période restante du Plan stratégique 2012-16.

Éthiopie

En 2014, deux inventaires d'organisations paysannes et une base de données ont été créés avec succès. L'équipe de la Thématique a mené à bien plusieurs activités au cours de l'année, dont certaines sont évoquées ci-dessous :

Un forum régional et quatre forums au niveau des woredas ont été facilités et organisés. Cinquante prestataires de services privés ont été identifiés et formés à la fourniture efficace de services.

Les organisations paysannes recensées provenaient de la SNNPR (Région des nations, nationalités et peuples du Sud) et des régions Somali, Dire Dawa et Harari. Parmi elles figurent trois maisons mères, deux unions de coopératives, douze associations de produits de base, deux producteurs de semences et deux groupements de jeunes dans la SNNPR ; huit maisons mères, un producteur de semences, trois groupements de femmes en région Somali, un groupement de jeunes et un groupement de femmes à Dire Dawa et un groupement de jeunes ainsi que deux groupements de femmes à Harari.

Les inventaires et les évaluations des besoins de 40 organisations paysannes ont été effectués.

Dans le woreda d'Alamata, des stages de formation en marketing et en gestion d'entreprise ont été dispensés à 154 agriculteurs stagiaires, qui produisent des légumes par irrigation.

Dans les woredas couverts par le projet de la Fondation Bill and Melinda Gates (FBMG), presque tous les centres de formation agricole (CFA) ont planté du blé et du teff sur leurs parcelles

et affichent un bon rendement ; ils produisent également des aliments pour animaux pour le programme d'engraissement. L'infrastructure de tous les CFA a été achevée et des entreprises commerciales ont été lancées dans les domaines de l'engraissement, de la production laitière, aviaire et agricole.

Deux stages de formation à la tenue de registres financiers et à la gestion ont été dispensés à 53 stagiaires des CFA.

Une étude de marché des récoltes rizicoles dans diverses zones a été réalisée pour faciliter les interactions des agriculteurs avec le marché. L'union des coopératives dans le woreda de Tselemti a vendu plus de 500 quintaux de riz aux consommateurs urbains et aux négociants locaux. Dans le woreda de Wolkait, les négociants locaux se sont également mis en relation avec les négociants du woreda et plus de 700 quintaux de riz paddy ont été vendus par les agriculteurs.

Mali

Divers forums et ateliers ont été organisés au cours de l'année et proposaient l'éventail de sujets couverts par la Thématique. Les instituts de microfinancement (IMF) ont facilité l'accès au marché des organisations paysannes en mettant les produits financiers à la disposition des producteurs et des négociants.

Pour le projet Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), 10 agents de village ont été formés à la prestation de nouvelles capacités aux dirigeants des unions d'agriculteurs.

Dans le cadre de l'activité de la SAA, 20 prestataires de services post-récolte ont été formés à la gestion d'entreprise, deux ateliers sur les interactions des acteurs de la chaîne de valeur ont été organisés et un atelier sur la capitalisation du projet AGRA a été animé en septembre 2014 à Sikasso.

Des études de marché sur la chaîne de valeur pour les produits agricoles (fonio et sésame) ont été réalisées, impliquant 45 producteurs, 30 unités d'agrotransformation, 25 négociants et 20 consommateurs dans les principales villes.

Dix plans d'activités sur les achats publics d'intrants et les débouchés du marché ont été élaborés pour les organisations paysannes. Onze stages de formation ont été dispensés à 115 participants dans quatre régions, sur la base de quatre modèles commerciaux (warrantage, magasin d'intrants, pilotage assuré par les IMF et soutien apporté par les négociants). La Thématique a contribué à la formation inter-thématique des agents et des producteurs au Mali, en organisant deux stages de formation conjoints, proposant toutes les thématiques, à l'exception de la Thématique 4. Ces stages de formation s'adressaient à 30 vulgarisateurs, 26 animateurs d'organisations paysannes (futurs FAPB) dans 54 villages.

Une enquête auprès de 22 membres de l'Association malienne de producteurs de semences a été réalisée pour évaluer et établir des priorités concernant les besoins de formation au Mali. 14 gestionnaires de 11 sociétés semencières ont assisté à un stage de formation à l'élaboration du plan d'activités organisé par la SAA. Cinquante associations de produits de base appartenant à onze unions de producteurs qui ont participé à la Bourse nationale des céréales ont été mises en relation avec les marchés.



Un marché rural en Ouganda , où le produit est disponible

Nigéria

Un répertoire préparé en 2012 a été mis à jour de manière à inclure les nouveaux prestataires de services, notamment le long de la chaîne de valeur du maïs, du riz, du soja et du sésame. Le document a été diffusé auprès de groupes d'agriculteurs, pour attirer leur attention sur l'opportunité d'interactions et de transactions avec d'autres acteurs de la chaîne de valeur, notamment les fournisseurs d'agro-intrants et autres types de fournisseurs, les négociants des services de battage et les acheteurs de produits de base.

Le Bilan annuel national de 2014 de la SAA et l'atelier de planification se sont tenus en février à Zaria, manifestations auxquelles ont participé près de 100 parties prenantes clés provenant de différents horizons : recherche, vulgarisation, sociétés d'agro-intrants, sociétés de transformation et de fabrication, banques, et entreprises commerciales de produits de base.

La formation des vulgarisateurs selon l'approche par chaîne de valeur de la fourniture de services de vulgarisation concernait 345 vulgarisateurs et a été dispensée dans les états d'Adamawa, de Gombe, de Jigawa et de Kano. La formation à la RMA (Value Chain Mapping and Rapid Market Assessment, mappage de la chaîne de valeur et évaluation rapide du marché) à l'intention des vulgarisateurs sélectionnés et des agriculteurs en chef comprenait l'acquisition de compétences en évaluation des marchés agricoles à l'aide d'un outil d'évaluation rapide du marché (RMA). La formation des vulgarisateurs, des techniciens spécialisés et des agriculteurs en chef à l'élaboration d'un plan d'activités a été organisée afin qu'ils puissent acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour soutenir les petits exploitants et leur permettre de développer leur entreprise de manière lucrative.

Les organisations paysannes et les entrepreneurs ont bénéficié de meilleures interactions avec les acteurs de la chaîne du marché, ce qui a permis à de nombreux groupements de producteurs agricoles d'être mis en relation avec les acheteurs au cours de l'année. En conséquence, les approvisionnements suivants ont été réalisés : 8 500 tonnes de grains assortis et 4 500 tonnes de riz paddy pour 70 groupements de producteurs agricoles, 1 500 tonnes de soja pour 50 groupements de producteurs agricoles, et 2 500 tonnes de maïs pour 30 groupements de producteurs agricoles.

L'interaction des groupements de producteurs agricoles avec les fournisseurs d'intrants a également connu une amélioration. Exemple à Kano : des producteurs de riz ont été mis en relation avec des négociants de filets de protection destinés à protéger les récoltes des attaques des oiseaux dans les exploitations rizicoles de l'état d'Ogun, subissant des pertes allant jusqu'à 40 % des rendements.

Quarante cinq groupements de producteurs agricoles ont reçu de l'aide pour ouvrir des comptes auprès de la Banque d'Agriculture et de la Standard Micro-Finance Bank, succursale de Yola. Cette dernière a d'ores et déjà procédé à l'évaluation des besoins en crédit et formé 168 agriculteurs en connaissances financières et en gestion, en prélude au déboursement de prêts aux groupements de producteurs agricoles bénéficiaires.

Ouganda

Une réunion annuelle et trois réunions trimestrielles ont été organisées, auxquelles ont assisté, entre autres, des sociétés semencières, des négociants, des compagnies d'assurance, des vulgarisateurs, le ministère de l'agriculture, des dirigeants de district, des animateurs communautaires et des FAPB.

Sept réunions se sont tenues avec la Banque du développement de l'Ouganda (UDB), Opportunity Bank, Centenary Bank Uganda et d'autres parties prenantes, en vue de trouver le meilleur moyen de faciliter l'accès des organisations paysannes aux fonds agricoles.

Des progrès ont également été réalisés dans les communautés agricoles. 51 associations villageoises de prêts et d'épargne ont économisé la somme totale de 98 064 \$. Deux cent groupements de producteurs agricoles sur 480 ont été formés à l'épargne et aux prêts dans les districts de Dokolo et d'Apac, ce qui a engendré 320 000 \$ d'économies cumulées en décembre 2014. Une formation similaire a été organisée dans d'autres zones.

Un modèle de service privé de pulvérisation des cultures a été lancé dans le district de Tororo.

La forte mobilisation des groupements de producteurs agricoles faisait pendant au niveau élevé d'immatriculation des organisations paysannes. Dans un des cas, trois groupements à Mahyoro se sont immatriculés en tant que coopératives, ce qui leur a permis de tirer parti des programmes gouvernementaux conçus pour accéder à des prêts à faible taux d'intérêt octroyés par des centres de microfinancement et l'UDB, ainsi qu'à une formation de développement des compétences.

La SAA s'est également efforcée d'améliorer l'accès des FAPB aux agro-intrants. Des sociétés telles que Balton, NASECO, Pearl Seeds, Victoria Seeds, Farmers' Support Services et Grow More Seeds ont facilité l'accès aux intrants pour une valeur globale de 19 230 \$.

SAFE/THÉMATIQUE 4

Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation

Éthiopie

Ayant reconnu que les questions pastorales ne sont pas le point fort du cursus proposé actuellement, nous avons sollicité deux universités dans deux régions agropastorales pour y remédier : l'Université Jigjiga dans la région de Somali et l'Université de Samara dans la région d'Afar. Les deux universités ont donc produit conjointement un programme axé sur l'agropastoral. Le cursus a été revu et approuvé au cours d'un atelier de validation, impliquant les représentants des deux collectivités régionales, le ministère fédéral de l'agriculture et les deux établissements universitaires. Il est prévu de lancer le programme pour la prochaine année universitaire.

Certaines régions d'Éthiopie ont exprimé leur préférence pour les programmes d'études d'été pour leur personnel titulaire d'un diplôme... La raison étant que le programme à plein temps éloigne trop longtemps le personnel de leur travail. Leur souhait serait de voir des programmes d'études dispensés durant les périodes de faible activité agricole afin que le personnel soit de retour au travail pour la pleine saison. Suite à ces demandes, un atelier a été organisé afin de restructurer le cursus actuel pour le programme d'été. En conséquence, les délégués de l'université se sont mis à la tâche et le programme est désormais prêt à être mis en œuvre. Un programme de licence d'une durée de quatre ans sera donc proposé à la place du programme à plein temps sur 2 ans et demi.

En août 2014, un atelier de formation à la chaîne de valeur a été organisé à l'intention de 19 enseignants de huit universités en Éthiopie et deux membres du personnel de la SAA. Le concept de la chaîne de valeur est bien accepté par les universités qui font désormais de gros efforts pour l'intégrer à leur enseignement. Les ateliers SEP (stages supervisés d'entreprise) organisés dans toutes les universités éthiopiennes ont montré qu'il y a une amélioration en termes de l'intégration de l'approche chaîne de valeur.

En outre, SAFE a participé à l'organisation de la première conférence nationale de la Ethiopian Society of Rural Development and Agricultural Extension (ESRDAE) en novembre 2014.

Une autre réunion a été organisée pour les représentants des anciens étudiants des universités éthiopiennes, en vue d'étudier les possibilités de renforcement de leurs associations. Elle s'est conclue par un accord visant à constituer une association pour chaque université et à organiser un comité central au niveau national afin de coordonner les questions d'intérêt commun de toutes les associations.

Ouganda

L'Université de Makerere travaille actuellement sur un système d'accréditation avec le collège Bukalasa dont les études débouchent sur un diplôme. Si l'initiative aboutit, l'université proposera un cursus à deux niveaux : un pour les professionnels en milieu de carrière et un autre pour les diplômés sortant du secondaire.

Les représentants de Makerere et de Bukalasa ont effectué une visite d'échange à l'Université de Cape Coast au Ghana. Cette visite a été suivie d'un atelier de consultation où les

modalités et une feuille de route ont été convenues. L'atelier de consultation a également réuni des représentants du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et des Pêches (MAAIF). Le MAAIF a ensuite écrit une lettre à Makerere approuvant l'initiative d'accréditation. Le Département des études de vulgarisation et d'innovation à Makerere a, par la suite, développé une proposition d'accréditation qui attend l'approbation du Conseil universitaire.

Nigéria

Afin de répondre aux besoins émergents des agriculteurs du pays, une revue critique du cursus de formation a été réalisée au cours de l'année universitaire 2013/2014. Divers efforts ont été faits pour intégrer la chaîne de valeur dans les cursus.

L'Université Ahmadu Bello (ABU) et l'Université de Bayero de Kano (BUK) ont développé conjointement le contenu du cours (manuels) sur la chaîne de valeur qui doit être enseigné par une équipe d'enseignants en économie agricole, agronomie, science animale et technologie alimentaire.

En particulier, BUK a fait les efforts suivants pour mettre en œuvre un cursus axé sur la chaîne de valeur. Une forte synergie a été créée entre les départements impliqués dans le développement de ce cursus. SAFE collabore avec le Centre de formation aux techniques entrepreneuriales pour l'enseignement de cours sur la chaîne de valeur.

L'Université d'État d'Adamawa, l'Université d'Ilorin et l'Université Usmanu Dan Fodiyo ont également aligné leurs programmes sur les cours de formation à la chaîne de valeur. Au cours de l'année universitaire 2014, des efforts résolus ont été déployés par l'ensemble des universités pour réorienter les SEPs des étudiants, de manière à couvrir l'intégralité de la chaîne de valeur des produits de base qui intéressent les groupements de producteurs agricoles.

Un atelier de deux jours a été organisé à l'Université d'Ilorin pour discuter des questions de pérennité et d'amélioration du programme SAFE avec les Universités participantes.

L'Université de Bayero a mis au point neuf modules pour des cours de brève durée et six autres modules sont actuellement en cours d'édition. Par la suite, BUK a organisé une formation structurée et non structurée (sous la forme de cours de brève durée) en collaboration avec les programmes de développement agricoles (PDA) d'État et les Universités. 316 vulgarisateurs, agriculteurs et transformateurs dans les États d'Adamawa, de Jigawa et de Gombe ont été ainsi formés.

Au terme de la formation, il a été relevé que les participants ont appris à améliorer leurs méthodes de production du blé et ont bénéficié d'opportunités de transformation en farine et en semoule. Les vulgarisateurs savent désormais comment calibrer leurs pulvérisateurs et comment calculer la dose adéquate d'engrais selon les recommandations issues de la recherche.

Divers SEPs ont été mis en œuvre par les étudiants SAFE en concertation avec des agriculteurs et des groupements de producteurs agricoles dans les communautés rurales. Ces projets visaient à résoudre les problèmes spécifiques liés à la chaîne de valeur rencontrés par les agriculteurs.



Dans le cadre des événements commémoratifs du centenaire de Norman Borlaug en juillet 2014 en Ouganda, SAFE s'est associé à l'Université de Makerere pour organiser un symposium commun intitulé « Donnez leur chance aux agriculteurs : la pertinence des universités dans la transformation des produits agricoles en Ouganda ». Parmi les délégués s'exprimant devant une salle de conférence comble figuraient Paul Kibwika, Chef de département des Études en vulgarisation et en innovation, Prof. Bernard Bashaasha, Principal du Collège des sciences agricoles et environnementales, Swaibu Mbowa, chercheur principal au Centre de recherche sur les politiques économiques, David Norman, Vice-président de groupe, Winrock International, Tim Chancellor, Directeur du département Capacité, Renforcement et Apprentissage de l'Institut des ressources naturelles à l'Université de Greenwich et Deola Naibakelao, Directeur général de SAFE. Le symposium a été inauguré par le chancelier de Makerere, George Mondo Kagonyera, qui accueille Nicéphore Soglo, membre du Conseil d'administration de SAFE et ancien Président du Bénin ainsi que Tumusiime Rhoda Peace, Commissaire de l'UA pour l'Économie rurale et l'Agriculture.

En clôturant le symposium, la Présidente de SAFE (et de la SAA), Prof. Ruth K. Oniang'o a fait remarquer : « C'est tous ensemble que nous donnons leur chance aux agriculteurs...nous prenons acte de ce qu'a réalisé l'Ouganda pour faire avancer l'agriculture. »

Sept candidats seulement ont fini leur formation en 2014 à ABU. C'est le nombre d'étudiants diplômés le plus bas dans toute l'histoire du programme ABU SAFE, notamment en raison du taux d'abandon et de non achèvement des projets SEP, mais également des troubles affectant le nord du pays. Le nombre d'inscriptions et le nombre de diplômés dans les autres universités ont continué à augmenter.

Mali

Conformément à l'accord portant sur l'élaboration de manuels de formation communs des établissements partenaires francophones de SAFE, 12 manuels ont été produits au cours de l'année universitaire 2014/2015. En janvier 2015, l'Université de Ségou a admis son premier groupe de 25 étudiants et les modules axés sur la chaîne de valeur ont été développés pour le programme.

Les étudiants de l'IPR/IFRA ont continué à organiser des SEPs axés sur la chaîne de valeur et les pouvoirs publics ont appuyé l'encadrement des SEPs. Au cours des deux dernières années universitaires, le taux d'inscription des étudiantes à Samanko

a augmenté sensiblement et atteint 42 %. IPR et Samanko ont continué d'assurer la pérennité du programme malgré l'arrêt de l'appui direct de SAFE.

Les centres d'entreprise restent le lieu où les pratiques de la valeur ajoutée sont réalisées par les étudiants. Entre 2014 et 2015, les projets entrepreneuriaux mis en œuvre dans les villages technologiques à IPR/IFRA et à CAA Samanko concernaient l'élevage de poulets croisés, la production et la transformation de cacahuètes, de papayes, d'oignons et d'ail.

Le projet d'apprentissage en ligne des établissements partenaires de SAFE dans les pays francophones est en cours. Le programme sera entièrement consacré à l'apprentissage à distance et plus particulièrement à la formation en ligne.

Un panel de discussion a été organisé à Bamako le 20 septembre 2014. L'objectif était de rendre les programmes SAFE plus visibles et de sensibiliser les jeunes filles à une carrière dans l'agriculture. Le panel a réuni les « meilleurs étudiants » des diverses régions géographiques du Mali.

Activités régionales

Un atelier technique régional SAFE a été organisé à Bamako, au Mali du 11 au 13 février 2014, sur le thème « L'analyse des options pour concevoir et mettre en œuvre les SEP (stages supervisés d'entreprise) axés sur l'approche chaîne de valeur ». Les participants provenaient des universités et des collèges partenaires de SAFE des pays francophones et anglophones ainsi que les ministères de l'agriculture et du développement rural de ces pays.

L'atelier avait pour objectif de permettre aux participants de comprendre le concept de la chaîne de valeur, d'analyser si les SEPs déjà mis en œuvre dans les divers domaines (agriculture, élevage, sylviculture, etc.), sont compatibles avec l'approche chaîne de valeur, d'évaluer les défis auxquels sont confrontés les établissements SAFE dans la mise en œuvre des SEPs axés sur la chaîne de valeur et de faire des propositions pour l'exécution des SEPs conformément à l'approche chaîne de valeur.

En collaboration avec le Forum africain pour le conseil appui en milieu rural (AFAAS), SAFE et ses partenaires ont organisé un mini événement en marge de la conférence biennale du RUFORUM sur le thème : « Formation à la vulgarisation : un lien permettant de transposer les résultats de la science agricole en un programme de vulgarisation afin de répondre aux besoins des petits exploitants en Afrique » le 22 juillet 2014, à Maputo, au Mozambique. Une communication a été faite sur l'initiative SAFE et a suscité dans l'audience un vif intérêt et des échanges fructueux. Cette occasion a rehaussé considérablement le profil de SAFE.

Rapport sommaire des projets des organisations paysannes

Le projet de renforcement des capacités des organisations paysannes a démarré avec l'objectif de mesurer leur (organisations paysannes) impact positif sur la performance des groupements de producteurs agricoles. Les agriculteurs ont bénéficié d'une formation étendue, englobant des connaissances et des compétences en gestion, entrepreneuriat, développement et gestion de groupement et en gestion



Deola Naibakeleo, en compagnie de David Norman, Vice-président du groupe Winrock

technique spécifique à l'entreprise. Ces stages de formation ont été dispensés sous la forme de cours de formation de brève durée, d'appui sur le terrain, de visites de découverte et d'apprentissage.

En Ouganda, une simple 'visite de découverte' a donné un nouvel élan aux membres d'une association leur permettant d'élargir leurs activités génératrices de revenus, en plus de la culture du manioc qui est saisonnière. Suite à la visite, ces membres se sont lancés dans l'élevage aviaire et l'élevage porcin. En Éthiopie, plusieurs coopératives ont élargi leurs activités rémunératrices de revenus en incluant les cultures telles que le maïs, le blé et le teff durant la saison des pluies et des cultures de légumes par irrigation durant la saison sèche, notamment celles à forte valeur ajoutée telles que les oignons de semis.

Au Mali, dix modules de formation portant sur l'identification d'opportunités de création d'entreprise ont été élaborés et utilisés pour former les dirigeants et membres des organisations paysannes et les techniciens spécialisés des régions de Koulikoro, Sikasso, et Segou. En outre, des stages de FdF ont été organisés pour 60 formateurs. En collaboration avec le projet « Farmer to Farmer » de Winrock International, plusieurs stages de formation ont été dispensés sur les thèmes suivants : marketing et compétitivité, gestion post-récolte en agro-industrie et techniques entrepreneuriales.

Dans tous les pays, le projet de renforcement des capacités des organisations paysannes a joué un rôle clé dans la mise en relation des agriculteurs avec les marchés et, dans certains cas, en aidant les groupements à négocier les contrats.

Au Mali, SAFE a facilité une interaction entre le Programme alimentaire mondial et les plateformes de production de niébé de Cinzana et de Baroueli, afin de faire connaître le système d'information sur les marchés. Un autre contrat a été signé entre PROSEMA (Promotion du Sésame au Mali) et la plateforme de production de sésame du Banamba.

Au Nigéria, une étude des données de base et une analyse des écarts de compétences ont été réalisées auprès de 300 groupements de producteurs agricoles afin d'évaluer leur situation actuelle et les domaines dans lesquels leurs compétences doivent être améliorées. Sept modules sur le développement des capacités des organisations paysannes ont été développés.

Des plateformes multipartites de chaîne de valeur (MAVCP) ont été mises en place. Chaque plateforme comprend les acteurs suivants : producteurs, transformateurs, commerciaux, fournisseurs d'intrants, agences financières, dirigeants locaux. Huit plateformes de chaîne de valeur MAVCP ont été établies en 2013 et huit en 2014, soit un total de 16 plateformes.

Des groupements de producteurs agricoles handicapés physiques ont des besoins spécialisés en matière de production agricole et de fourniture de services de vulgarisation. Les Démonstrations d'aide aux agriculteurs handicapés physiques (DAD) ont permis de pourvoir à leurs besoins dans les états de Kano, Jigawa et Gombe.

Statistiques concernant les étudiants inscrits au programme SAFE au mois de décembre 2014

Cursus de licence ou de diplômes en milieu de carrière	Diplômés	Inscrits	Total
Université de Cape Coast, Ghana (Licence)	505	24	529
Collège agricole Kawadaso, Ghana (Diplôme)	561	14	575
Haramaya, Éthiopie (Licence)	464	125	589
Hawassa, Éthiopie (Licence)	194	26	220
Makerere, Ouganda (Licence)	294	119	413
Sokoine, Tanzanie (Licence)	896	119	1015
IPR/IFRA, Mali (Maîtrise)	189	81	270
Centre Samanko, Mali (Diplôme)	127	83	210
Ahmadu Bello, Nigéria (Licence)	150	39	189
Université de Bayero, Nigéria (Licence)	129	65	194
Abomey-Calavi, Bénin (Licence)	138	59	197
Bobo-Dioulasso, Burkina Faso (Licence)	84	49	133
Université de Lilongwe, Malawi (Licence)	75	73	148
Université de Bahir Dar, Éthiopie (Licence)	32	94	126
Université d'État d'Adamawa, Nigéria (Licence)	-	79	79
Université d'Illorin, Nigéria (Licence)	11	31	42
Université de Mekele, Éthiopie (Licence)	40	89	129
Université de Wollo, Éthiopie (Licence)	-	93	93
Université de Jimma, Éthiopie (Licence)	-	46	46
Université Usmanu Danfodiyo, Nigéria (Licence)	-	17	17
Université de Ségou, Mali (Licence)	-	-	-
Total partiel	3 889	1 325	5 214
BOURSES D'ÉTUDES	Diplômés	Inscrits	Total
Diplôme	6	-	6
Licence	33	-	33
Maîtrise	60	2	62
Doctorat	9	4	13
Total partiel	108	6	114
Total général	3 997	1 331	5 328

THÉMATIQUE 5

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D)

Agent de programme
Ethiopia Tadesse



L'objectif d'ensemble de la thématique Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D) consiste à établir un système pertinent, efficace et performant pour impulser les programmes SAA fondés sur la preuve.

À cette fin, le développement des activités de la SEA&D a été examiné pour s'assurer que le travail d'équipe de la Thématique dessert au mieux les activités des autres thématiques et contribue à développer la capacité de la SAA aussi efficacement que possible.

Le cadre logique, les concepts et les procédures de la Thématique SEA&D ont été révisés pour répondre à la demande des autres thématiques et des équipes de direction que soient apportées des preuves attestant les interventions de la SAA. En conséquence, les objectifs stratégiques propres à la Thématique SEA&D et les résultats escomptés ont été révisés comme suit :

Objectifs stratégiques spécifiques

1. Réaliser de manière efficace et performante les enquêtes de référence et les évaluations des besoins concernant les interventions sur les sites SAA durant la période 2012-16 ;
2. Recueillir, analyser, utiliser et restituer de manière systématique et continue les données de suivi et informations sur des domaines d'intervention désignés de la SAA ;
3. Élaborer et mettre en œuvre des méthodologies et des outils appropriés pour mesurer et évaluer l'impact des programmes et projets de la SAA sur les petits exploitants, les partenaires et le développement agricole dans les quatre pays phares ;
4. Élaborer et mettre en œuvre des stratégies appropriées pour des évaluations périodiques internes et/ou externes afin de mesurer les performances – en termes de pertinence, performance, efficacité, impact et pérennité – et d'orienter la prise de décisions ;
5. Assurer la mise en place du suivi et de l'évaluation impliquant les partenaires, afin d'encourager le rapportage fondé sur la preuve et l'évaluation d'impact et diffuser les enseignements et les bonnes pratiques résultant des interventions de la SAA.

Résultats escomptés

1. Identification des besoins et des priorités des agriculteurs, d'autres bénéficiaires et partenaires visés, afin d'y répondre efficacement grâce aux interventions de la SAA ;
2. Les enquêtes de référence ou les valeurs repères seront diffusées et mises à disposition pour les évaluations d'impact dans les domaines d'intervention de la SAA ;
3. Les informations de suivi seront également mises à disposition en temps réel pour une prise de décisions éclairée ;
4. Une meilleure compréhension de la pertinence, de la performance, de l'efficacité, de l'impact et de la pérennité des interventions de la SAA grâce aux évaluations au sein de la SAA et de ses partenaires ;
5. Les enseignements et les meilleures pratiques issus des interventions seront disséminés et maîtrisés au sein de la SAA et de ses partenaires, parties prenantes et investisseurs.

En 2014, le personnel de la SEA&D a visité l'Éthiopie, le Mali, le Nigéria et l'Ouganda. Des séminaires portant sur les méthodologies, approches, activités et produits de la Thématique ont été organisés à l'intention de l'ensemble du personnel des programmes de la SAA. Ces visites ont permis de mieux appréhender la collaboration inter-thématique dans différentes activités et domaines d'intervention le long de la chaîne de valeur, de relever les défis liés à l'amélioration de la collaboration mais aussi d'enrichir les connaissances en matière d'accès et d'utilisation par le personnel du Système d'information de gestion (SIG) de la SAA. Une formation complémentaire a également été dispensée au personnel technique et aux partenaires de la SAA pour renforcer le développement des capacités en Éthiopie, au Mali et au Nigéria.

La SEA&D a recruté un agent de programme et un gestionnaire de données pour le Nigéria. Entre-temps, le Directeur thématique de la SEA&D et 3 agents de programme d'Éthiopie ont quitté l'organisation.

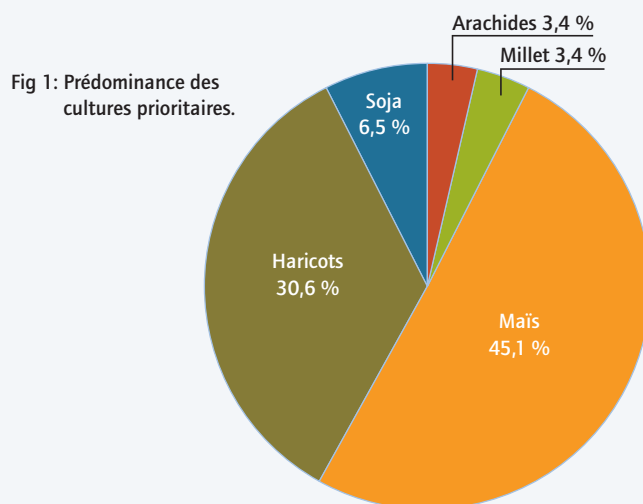
Enquêtes de référence et évaluations des besoins

Les besoins ont été évalués au Mali, au Nigéria et en Ouganda. Ces évaluations ont permis d'adapter les interventions aux besoins des agriculteurs et d'améliorer les approches de la SAA à la production agricole, à la manutention post-récolte et à l'agrotransformation, mais elles ont aussi contribué à faciliter l'accès au marché.

L'équipe de la Thématique SEA&D a fourni des conseils sur les évaluations des besoins et les enquêtes de référence dans le cadre du projet des organisations paysannes mis en œuvre par SAFE dans les quatre pays. Par exemple, en Ouganda, l'enquête de référence a été réalisée dans neuf districts. Selon les indications des organisations paysannes interrogées dans ces districts, les cultures prioritaires sont récapitulées à la Figure 1 : données de référence sur la prédominance des cultures prioritaires.

Suivi

En Éthiopie, la SEA&D a continué à affiner le système de suivi en ligne de la mise en œuvre (WIMS) et à former le personnel de la SAA à s'en servir. L'utilisation du WIMS a été très encourageante et on étudie actuellement des moyens d'étendre l'utilisation de cet outil au Mali, au Nigéria et à l'Ouganda.



THÉMATIQUE 5

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D)

En Éthiopie, les principales technologies apprises concernaient une variété améliorée de semences (49 % des participants) et les semis en ligne (75 % des participants). Au Tigray, la démonstration de machines post-récolte comme les batteuses et les rizeries a été couronnée de succès, et a généré une demande en technologies post-récolte rizicoles et un intérêt pour la culture du riz elle-même. D'autre part, les pannes fréquentes des machines post-récolte sont devenues une problématique qui a eu une incidence sur la promotion et l'adoption de ces machines.

Au Mali, les agriculteurs ont pu accéder au crédit, les technologies post-récolte ont permis de réduire la charge de travail des femmes et les nouveaux magasins d'intrants ont facilité l'accès des producteurs aux intrants agricoles. Dans les zones couvertes par le Projet urgence appui campagne agricole (PUCA), les taux moyens de remboursement du fonds tournant ont reculé de 94,5 % en 2012 à 74,5 % en 2013, en raison de mauvaises récoltes. L'achat collectif des intrants est passé de 39,5 % à 100 % en 2014.

Au Nigéria, l'équipe de la SEA&D a dirigé et participé au suivi du projet USAID-MARKETS II.

Les conclusions du suivi des résultats de la Thématique Amélioration de la productivité agricole (APA) en Ouganda ont fait ressortir que 96 % des personnes interrogées ont bénéficié d'une formation aux technologies de production agricole et aux pratiques promues par la SAA.

Évaluation

En Éthiopie, les évaluations internes et externes à mi-parcours du projet Renforcement de la fourniture de services de vulgarisation agricole en Éthiopie (SAEDE) et du projet d'autonomisation des femmes ont été finalisées. Au Mali, l'évaluation externe du projet de systèmes post-récolte et d'accès au marché (MAP), financé par l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), a été achevée.

L'évaluation de la formation à l'intention des vulgarisateurs, assurée par la Thématique APA, a été réalisée en Ouganda. Les vulgarisateurs ont rapporté que la formation est pertinente et aisément compréhensible.



Un enquêteur recruté par la Thématique SEA&D s'entretient avec une agricultrice en Ouganda – dans le souci d'adapter les interventions aux besoins des agriculteurs



Un agent de programme SEA&D s'entretient avec un agriculteur en Ouganda - en soutien des programmes SEA&D fondés sur la preuve

Évaluations d'impact/ Études approfondies

En Éthiopie, la SAA a contribué sensiblement à l'introduction et à la promotion du semis en lignes du teff. Les journées champêtres se sont avérées être des outils de vulgarisation efficaces. Parmi les technologies apprises et retenues par les agriculteurs interrogés lors de l'enquête, après leur participation aux journées champêtres, figuraient les semis en ligne (93 %), l'utilisation améliorée des variétés des semences (65 %) et l'application correcte des engrais (70 %). Un besoin d'amélioration de la prestation des services de maintenance, mais aussi la nécessité d'un suivi attentif des machines post-récolte ont été identifiés.

Au Mali, un projet Fonds tournant pour le crédit a été évalué. Des études approfondies sur la pertinence de la formation SAA, les chaînes de valeur du riz et du maïs et l'adoption des technologies améliorées des thématiques Amélioration de la productivité agricole (APA) et Systèmes post-récolte et agroindustrie (PRAI) ont été réalisées au Nigéria.

En Ouganda, la ZABTA (Zirowe Agri-business and Training Association, Association de formation et agro-entreprise de Zirowe) a enregistré un meilleur accès aux agro-intrants fiables, notamment les semences et une meilleure qualité des produits, en raison du développement d'entreprises agroalimentaires. Ces produits de plus haute qualité permettent d'obtenir des prix préférentiels et confèrent aux agriculteurs un plus grand pouvoir de négociation. De surcroît, l'accès au crédit est facilité grâce au succès des associations villageoises de prêts et d'épargne (VSLA).

Apprentissage et dissémination

Les résultats des évaluations des besoins, des enquêtes de référence, des études approfondies et de suivi sont disséminés dans le cadre des programmes de la SAA et des organisations partenaires et ont été communiqués par le biais de rapports, d'ateliers et de discussions informelles. L'équipe de la Thématique 5 a facilité la rédaction des notes techniques/ d'orientation et des meilleures pratiques. Elle a aussi participé, avec la direction du projet SAEDE, à la rédaction d'un livre : Succès et réalisations du projet SAEDE. La Thématique Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination poursuit ses efforts pour faire de la SAA une organisation fondée sur la preuve.

Tous les rapports et documents de la Thématique SEA&D sont disponibles sur le site qui lui est consacré, sur l'espace SIG de la SAA. sites.google.com/a/saa-safe.org/mis/theme-5



En 2014, la SAA (SG2000) Éthiopie a mis en œuvre six projets dans 53 woredas (districts) de 10 états régionaux, couvrant plus de 200 kebeles (sous-districts). Dans l'ensemble, la mise en œuvre des activités s'est déroulée comme prévu, conformément au Plan stratégique de la SAA.

Les projets sont les suivants :

1. Le projet principal, financé par la Nippon Foundation.
2. Le Renforcement de la fourniture des services de vulgarisation agricole en Éthiopie (SAEDE), financé par la Fondation Bill & Melinda Gates (FBMG).
3. Le projet « Maïs nutritionnel pour l'Éthiopie », financé par le Ministère canadien des affaires étrangères, du commerce et du développement (DFATD), par le biais du CIMMYT.
4. Le projet Leadership économique féminin (WEL) dirigé par l'Agence de transformation agricole (ATA) et la SAA.
5. Promotion de la diversification des cultures et des technologies avancées au Tigray (PCDAT), financé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), dans le cadre du Projet 2 (JPP2) en partenariat avec la JICA.
6. Le modèle Digital Green, financé par Digital Green Inde.

Réalisation des objectifs du Plan stratégique :

Amélioration de la productivité agricole (APA)

L'APA est intervenue dans 10 états régionaux, 53 woredas et 178 kebeles dans le cadre des projets de la Nippon Foundation et de la FBMG, du projet « Maïs nutritionnel pour l'Éthiopie » et du projet JPP2.

En fonction des besoins de formation des agriculteurs, des techniciens spécialisés et des agents de développement (AD), 24 041 participants en tout, dont 18 % étaient des femmes, ont été formés dans tous les domaines d'intervention, selon les concepts d'apprentissage parmi les adultes.

Suite à la formation, 7 352 démonstrations ont été réalisées, notamment 384 parcelles d'options technologiques (TOP), 1 196 démonstrations par bon destinées aux femmes (WAD), 234 parcelles de variétés communautaires (CVP), 185 démonstrations de prégermination, 5 330 parcelles d'essai de production (PTP) et 23 démonstrations agricoles de conservation.

Des démonstrations de quatre variétés de maïs à forte teneur en protéine (QPM) (AMH760Q, BHQPY545, MHQ138 et Melkassa 6Q) destinées au rendement et à la préparation alimentaire ont été organisées. Deux types de charrues plus performantes ont été identifiées et ont fait l'objet de démonstrations aux agriculteurs ; de plus, 134 démonstrations de la fabrication et de l'utilisation de compost ont été présentées.

Treize groupes de 155 jeunes en tout et 15 groupes de 167 femmes ont été constitués et ont reçu une formation aux principes de base de l'apiculture et aux pratiques de gestion des petits ruminants. La multiplication communautaire des semences a été réalisée sur une surface totale de 82 ha, dont 71 ha sur des parcelles d'agriculteurs et 11 ha sur les terres d'un Centre de formation agricole (CFA). En tout, 84 281 participants, notamment des chercheurs, des agents des woredas, des agents régionaux et de zone ainsi que du



Démonstrations de mets à base de maïs à forte teneur en protéines (QPM) au woreda Shebedino

personnel agricole et des agriculteurs ont assisté aux journées champêtres organisées au niveau régional et au niveau des woredas.

Systèmes post-récolte et agroindustrie (PRAI)

Des démonstrations de machines post-récolte plus performantes permettant de réduire les pertes agricoles et d'améliorer la qualité des produits ont été présentées aux communautés agricoles. Avant ces démonstrations, un total de 1 307 participants (1 067 vulgarisateurs, 30 prestataires de services, 18 techniciens et 192 agriculteurs-opérateurs) ont été formés à l'utilisation du matériel agricole PRAI et ont, à leur tour, formé 8 734 agriculteurs.

On a produit et mis à jour huit manuels de formation PRAI, traitant des sujets suivants : tenue de registres, transformation d'aliments pour animaux, transformation du lait, comptabilité de la coopérative, fonctionnement des moteurs diesel et recettes de denrées. En tout, 20 prestataires ont fourni leurs services de battage/égrenage à prix coûtant aux agriculteurs de cinq zones différentes.

Trois entreprises de transformation agricole ont été créées dans les régions d'Amhara, de Benshangul et des SNNP.

La plupart de ces entreprises lancées pour des femmes fonctionnent sans problème. En tout, 126 démonstrations ont été réalisées pour 13 898 participants (10 541 hommes, 3 357 femmes) et trois journées champêtres ont été organisées.

Les technologies PRAI telles que l'égreneuse à maïs, la nettoyeuse à grains et le stockage hermétique (silo métallique, sacs en PVC et PIC) ont été démontrées à 1 500 participants (1 100 hommes, 400 femmes).

Pour le projet « Maïs nutritionnel pour l'Éthiopie », des journées champêtres ont été organisées dans 11 woredas de trois régions. En tout, 5 151 agriculteurs (3 974 hommes, 1 177 femmes) ont assisté à des démonstrations de préparation de denrées traditionnelles à base de QPM (10 denrées).

Partenariats public-privé et accès au marché (PPP-AM)

Parmi les principaux projets entrepris en 2014, figuraient la facilitation des forums de discussion ; le renforcement d'un système de partage des coûts entre les parties prenantes ; la

réalisation d'une étude de marché et l'aide à la préparation d'un plan d'activités et l'évaluation du marché ; la mise en relation des organisations paysannes avec le marché ; le renforcement des capacités des organisations paysannes (dynamique de groupe et entrepreneuriat pour les femmes et les jeunes) ; l'évaluation des besoins en crédit ; la préparation et la distribution du guide des emprunteurs ; le suivi du remboursement de prêts ; et la création de 10 associations villageoises de prêts et d'épargne (VSLA). Une base de données a été créée, un forum régional et 4 forums au niveau des woredas ont été facilités et 50 prestataires de services commerciaux ont été identifiés et formés.

Onze maisons mères, 2 unions de coopératives, 12 associations de produits de base, 3 producteurs de semences, 6 groupements de jeunes et 12 groupements de femmes ont été appuyés et ont reçu une formation se déclinant en plusieurs volets : constitution d'un groupement, dynamique de groupe, élaboration d'un plan commercial, développement d'entreprises, finances, tenue de registres et gestion de coopérative. La thématique a également facilité les relations entre les organisations paysannes et les entrepreneurs, la formation des organisations paysannes aux normes de qualité et l'assistance des organisations de femmes et de jeunes. De ce fait, des agriculteurs membres d'APB et d'autres coopératives ont pu livrer 4 939 tonnes de grain au marché.

Développement des ressources humaines et technologie de l'information

Les centres de ressources en vulgarisation des woredas (WERC) ont été établis dans dix-sept woredas, tandis que quatre Centres d'enseignement professionnel et technique en agriculture (ATVET) ont renforcé la mise à disposition opportune des informations mises à jour, leur communication et l'établissement de rapports. Pour améliorer l'exploitation des centres, 42 experts ont été formés à la maintenance informatique, à l'utilisation des ordinateurs et au réseautage. En collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, la SAA a également finalisé la rédaction et la publication de huit modules de formation basés sur la chaîne de valeurs. En partenariat avec les universités de Mekele, Bahir Dar, Hawassa et Haromaya, la SAA a aidé 25 étudiants en milieu de carrière à réaliser des études sur les défis de développement existants pour les agriculteurs. En collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et l'équipe de Digital Green (DG) Inde, la SAA a introduit et promu la technologie DG dans trois woredas (Bure, Jabitehnan et Dembecha). La SAA essaie de généraliser cette technologie en l'étendant à toutes les woredas visées par le projet « Maïs nutritionnel pour l'Éthiopie ».

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination (SEA&D)

La thématique SEA&D a mis en œuvre des activités dans sept woredas du projet SAEDE et 28 CFA. SEA&D Éthiopie s'est focalisée sur la publication et la dissémination des rapports de suivi et d'évaluation. Six séries des meilleures pratiques ont été publiées et trois études approfondies ont été revues pour la publication. Ces études étaient les suivantes : i) état et perspectives des associations de produits de base, ii) promotion du riz dans la Région du Tigray, et iii) efficacité et efficience des journées champêtres.

Le suivi périodique a également été assuré en cours d'année. SEA&D a réalisé sept enquêtes de suivi des résultats et six études approfondies. Elle a également dispensé la formation des AD et des agents de liaison du projet des woredas pour répondre aux besoins en matière de gestion des données et de système de documentation et en aborder l'approche. Par ailleurs, SEA&D a organisé la formation de 18 membres du personnel de la SAA à l'utilisation d'un système de suivi en ligne de la mise en œuvre et à l'application du progiciel de gestion des données SPSS.

Dotation en personnel

Un comptable principal a intégré l'organisation à la fin de l'année, mais quatre agents de programme, un comptable principal et un comptable adjoint sont partis en cours d'année. Des agents de programme et un comptable adjoint ont été recrutés au titre d'un contrat à court terme pour combler les postes manquants.

Relations entre thématiques et direction nationale

Les relations inter et intra thématiques se sont considérablement améliorées en 2014. Certaines activités telles que la multiplication communautaire des semences, les groupements agroindustriels de femmes et les journées champêtres ont bénéficié d'actions conjointes de planification, de mise en œuvre et de dissémination des rapports sur le terrain. Des formations et des travaux sur le terrain ont été entrepris en commun et la connaissance des autres activités thématiques sur le terrain s'est améliorée.

Relations avec les bailleurs de fonds

La SAA a continué à entretenir de bonnes relations avec ses principaux bailleurs de fonds, notamment JICA, FBMG, CIMMYT-CIDA, Programme alimentaire mondial-P4P, ATA et Digital Green Trust-Inde. Les visites sur le terrain ont été facilitées pour les délégations de haut niveau provenant de FBMG, JICA et de CIMMYT. Les projets appuyés par l'ATA devaient se terminer en décembre 2014, mais une prolongation sans frais jusqu'à la fin janvier 2015 a été approuvée. La FBMG a également accordé à la SAA une prolongation de six mois sans frais, c'est-à-dire jusqu'à la fin juin 2015. La SAA est en pourparlers avec Digital Green Inde concernant le développement d'un projet de généralisation sur deux ans.



Gestion des petits ruminants au woreda Leka Dulecha



Le Mali compte parmi les pays à faibles revenus, et 43,6 % de sa population vit avec moins de deux dollars par jour. La situation de pauvreté de la population est liée directement aux problèmes rencontrés dans la production et la commercialisation agricoles. Le pays se classe parmi les derniers au monde, au 182ème rang sur 187, avec un indice de développement humain de 0,36 en 2013 selon le Programme des Nations Unies pour le développement.

La production nationale de céréales (notamment le riz paddy) s'est élevée à près de 7 millions de tonnes en 2014, alors que la consommation alimentaire prévue de céréales avoisinait les 4,4 millions de tonnes durant l'année commerciale 2014/15, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Toutefois, la situation de la sécurité alimentaire est considérée comme étant grave.

La production des denrées de base au Mali est dominée par des exploitations familiales peu productives qui ne sont pas liées aux chaînes de valeurs agroalimentaires. En conséquence, les agriculteurs ne sont pas motivés à produire plus qu'ils n'en ont besoin pour leur subsistance.

Le Plan stratégique 2012-16 de la SAA reconnaît que les petites exploitations familiales représentatives de la majorité des producteurs pourraient être des acteurs performants pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la croissance économique, la production d'emplois et la baisse de la pauvreté dans le pays, redonnant espoir aux groupes vulnérables, notamment les femmes et les jeunes.

SAA/SG2000 est en train de développer des stratégies permettant de transformer 100 000 exploitations familiales de la subsistance traditionnelle à une agriculture orientée vers le marché. Le parcours d'impact du modèle commercial de la chaîne de valeurs de la SAA implique les mesures suivantes :

1. l'accélération de l'adoption de technologies renforçant la production agricole ;
2. l'amélioration de l'approvisionnement et de l'accès à des denrées de base de qualité ;
3. l'amélioration des bénéfices issus des chaînes de valeurs pour les agriculteurs, en termes de sécurité alimentaire et de revenus ;
4. le renforcement de l'impact grâce à des résultats probants.

Adoption de techniques renforçant la production agricole

En général, les agriculteurs n'appliquent pas les bonnes pratiques agronomes et n'utilisent presque aucun intrant extérieur (semences améliorées, pesticides et engrais), bien qu'un vaste ensemble de connaissances et un choix de technologies et d'innovations soient mis à leur disposition pour faciliter la production agricole.

La SAA a utilisé des Plateformes d'apprentissage agricole à des fins d'essai et de validation des technologies de production agricole dans le cadre de démonstrations. 212 formateurs des organisations paysannes, de la communauté et du secteur public des services de vulgarisation ont été formés pour soutenir 303 PAA en 2012-14. Les PAA comptaient 303 parcelles d'options technologiques, 909 démonstrations par bon destinées



Apprentissage de la fabrication du savon par un groupe de femmes au Mali

aux femmes et 87 parcelles de variétés communautaires. La généralisation des technologies des PAA concernait 24 720 parcelles d'essai de production et des agriculteurs de 303 villages. 303 journées champêtres ont également été organisées pour faire connaître les PAA aux agriculteurs non participants provenant de communautés qui ne sont pas concernées directement par le programme. Les résultats obtenus ont montré d'importantes améliorations de rendements pour les producteurs exploitant une PAA (voir Fig. 1).

Fig. 1 : Comparaison entre les rendements agricoles des agriculteurs exploitant une PAA et les rendements agricoles des agriculteurs n'exploitant pas de PAA

Cultures	Variétés	PAA de la SAA (kg/ha)	Parcelles de producteurs autres que les PAA (kg/ha)
Millet	Toroniou	1 150	920
Sorgho	CSM417	1 278	1 000
Maïs	Brico	2 500	1 200
Niébé	Korobale	1 070	700
Arachide	47-10	1 027	733

Amélioration de l'approvisionnement et de l'accès à des denrées de base et des produits de qualité

Les pratiques de stockage et post-récolte des producteurs sont rudimentaires, ce qui engendre des pertes et donne des produits de mauvaise qualité, tandis que l'absence de valeur ajoutée empêche les producteurs de réaliser davantage de bénéfices, car ils ne sont pas en mesure d'être compétitifs dans la chaîne de valeurs agricole. Cette situation limite alors les possibilités de création d'emploi dans le secteur des systèmes post-récolte et agroindustrie.

Le programme de la SAA permet aux PME de prospérer en tant que transformateurs et prestataires de services au sein de la chaîne d'approvisionnement grâce à un meilleur accès aux



Événements commémoratifs autour de la Journée internationale de l'alimentation 2014 au Mali : Leonides Halos-Kim, Directrice de la Thématique 2, aux côtés d'Abou Berthe, Directeur national

technologies PRAI les plus performantes et au développement de la capacité commerciale des coopératives agricoles et des prestataires de services privés.

Ce soutien a ainsi permis de réduire les pertes post-récolte qui sont passées de 30 % à moins de 5 %. Des technologies de transformation agricole ont également été introduites pour aider les producteurs à transformer leurs récoltes en divers produits de qualité commercialisable, notamment des céréales propres, du riz étuvé, etc.

Réalisation de bénéfices des chaînes de valeurs, en termes de sécurité alimentaire et de revenus

Le programme de la SAA a mis à disposition une assistance technique en matière de gestion financière et de planification commerciale qui a permis d'améliorer la durabilité, le professionnalisme et l'efficacité du secteur privé dans les chaînes de valeurs des denrées de base et dans les coopératives agricoles.

Une formation visant à renforcer les compétences commerciales a concerné 25 000 producteurs provenant de 460 organisations paysannes dans la période 2012-14. Le partenariat avec l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) dans le cadre d'un projet d'accès au marché a permis l'établissement de 10 Centres d'échanges et de systèmes post-récolte (PhTC) dans la région du sud de Sikasso, l'un des principaux greniers du pays. Ces groupes/centres agricoles ont permis aux coopératives agricoles de s'agréger et de vendre collectivement 16 500 tonnes de céréales, estimées à 3 238 000 \$.

Le secteur financier au Mali est toujours sous-développé, notamment en terme de travail de proximité auprès des agriculteurs. En raison des taux interbancaires élevés et l'absence de garantie, les taux d'intérêt facturés aux petits exploitants est exorbitant. Dix coopératives agricoles ont pu obtenir une somme de 1 157 744 US\$ auprès des établissements financiers pour la commercialisation groupée entre 2012 et 2014.

Amélioration de l'impact grâce à des données probantes

La SAA au Mali a élaboré un modèle de fonds tournant grâce aux subventions d'intrants afin d'améliorer l'accès des producteurs aux ressources financières en 2009-10, en collaborant au projet USAID Intsormil. Ce modèle a été généralisé par le biais des organisations de producteurs en 2012, dans le cadre du projet de soutien d'urgence aux cultures financé par l'ambassade des Pays-Bas.

Les producteurs ont reçu, par l'intermédiaire de leur organisation, des engrais de type NPK et urée, soit respectivement 141,5 kg/producteur et 97,9 kg/producteur en moyenne pour la production intensive et la commercialisation de sorgho. Les intrants provenant des organisations de producteurs ont été remboursés en nature, stockés et vendus lorsque les prix étaient acceptables.

L'étude d'impact sur le fonds tournant des organisations paysannes créé dans le cadre du projet en collaboration Intsormil/SAA a fait état d'une hausse du volume des fonds de 36 341 \$ à 134 766 \$ pour la période 2010-2014. L'étude concernait un échantillon de 11 organisations de producteurs et de 37 producteurs bénéficiaires (voir Fig. 2).

Fig. 2 : Taux annuel de croissance du fonds tournant des organisations paysannes (2010-14)

Sites	Montant 2010 (\$)	Montant 2014 (\$)	Taux annuel de croissance
Badinantou	1 050	4 855	115,59 %
Diawarala	3 150	13 000	103,18 %
Marobougou	1 620	5 329	82,24 %
Kemena	3 400	10 000	73,53 %
Tigui	3 342	9 410	70,39 %
Bomoti III	1 105	2 710	61,31 %
Gourelé Were	3 090	7 478	60,50 %
Konobougou	5 670	13 150	57,98 %
Boidie	10 050	14 874	37 %
Zana	3 864	6 000	38,82 %



Les activités de la SAA se sont étendues aux six régions agro-écologiques du Nigéria, grâce aux fonds octroyés à la SAA par le ministère fédéral de l'Agriculture et du Développement rural (MFADR). Le soutien financier procuré par ces fonds permet à la SAA de réaliser ses activités de vulgarisation dans certains états, notamment Anambra, Cross Rivers, Benue, Ogun, Gombe et Katsina. Ces activités complètent celles que la SAA exerce déjà dans les états de Kano, Jigawa, Adamawa et de Gombe.

- Outre ce développement important, une autre activité clé menée en 2014 était le projet USAID-MARKETS II destiné à former des agriculteurs dans l'état de Kaduna. Le projet USAID-MARKETS II porte sur la formation de groupements, la dynamique de groupe et les compétences de leadership, l'enregistrement de groupements de producteurs agricoles, le renforcement des capacités aux meilleures pratiques agricoles et les interactions avec les agrotransformateurs et les sociétés agrochimiques, semencières et productrices d'engrais, de bonne réputation.

L'année 2014 a connu un essor des activités de la SAA, stimulées par les projets approuvés récemment et financés par l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) et par le MFADR. Ces projets ont contribué à une hausse des effectifs. Cinq agents de programme ont été recrutés dans le cadre du projet du MFADR, deux agents de programme adjoints ont été engagés dans le cadre du projet MARKETS II et deux postes d'agent de programme et un poste de chauffeur ont été pourvus dans le cadre des projets financés par l'AGRA.

Progrès de la mise en œuvre du Plan stratégique durant 2012-16

Productivité agricole et vulgarisation

Un aspect clé de la dissémination technologique a été l'identification d'innovations de la recherche et leur présentation sous une forme adaptée aux utilisateurs. La SAA a continué à développer ses relations avec les instituts de recherche, aux niveaux local et international, en vue de relever les défis des producteurs. Les partenariats de recherche de la SAA sont dynamiques car ils prennent en compte le retour d'informations des agriculteurs afin d'assurer la plus grande pertinence des résultats.

Entre 2012 et 2014, la SAA a travaillé dans 1 714 communautés dans ses quatre états établis et sur les sites du MFADR et de MARKETS II. Ses activités concernaient 779 parcelles d'options technologiques (TOP), 2 325 démonstrations destinées aux femmes (WAD), 146 parcelles de variétés communautaires (CVP) et 11 641 parcelles d'essai de production (PTP). De surcroît, 2 129 parcelles de démonstration ont été établies dans le cadre d'un projet N2Africa et 19 720 autres dans le cadre du projet USAID-MARKETS II.

La formation des agriculteurs est une activité essentielle. Environ 64 228 agriculteurs ont bénéficié d'une formation en 2012 et en 2013. En 2014, 48 096 agriculteurs ont reçu divers types de formations en pratiques culturales, techniques post-production, gestion agroalimentaire et dynamique de groupe. Le nombre total d'agriculteurs bénéficiaires a été ainsi porté à



L'étuvage du riz est une entreprise d'agrotransformation prospère pour les femmes au Nigéria. Formées aux aspects techniques et commerciaux par l'équipe de la Thématique 2, elles sont à présent en mesure de vendre leurs produits sur les marchés locaux et de faire concurrence au riz d'importation.

112 324. Les agriculteurs ont été formés par 1 053 vulgarisateurs formés en première ligne et 4 900 facilitateurs agricoles.

Les démonstrations sur le terrain et les journées champêtres, auxquelles ont assisté 11 407 participants en tout, ont produit des résultats positifs. Les progrès ont été particulièrement sensibles sur les nouveaux sites d'activité, ainsi que dans les états du MFADR où les activités de vulgarisation ont connu des difficultés de fonctionnement.

Systèmes post-récolte et agroindustrie

Il existe un consensus que la post-récolte joue un rôle dans la réalisation des objectifs généraux de sécurité alimentaire, de réduction de la pauvreté et d'agriculture durable au Nigéria. La rapidité de l'urbanisation a mis en valeur l'importance croissante de la vulgarisation post-récolte.

Étant donné que le lieu de résidence de la population s'éloigne davantage de celui de la préparation alimentaire, les Nigériens comptent de plus en plus sur le stockage, la transformation et les systèmes de commercialisation pour accéder à une chaîne alimentaire sécuritaire. Une plus grande demande en denrées transformées augmente le besoin en systèmes de transformation appropriés pour assurer l'alimentation d'une population urbaine en rapide croissance.

L'apport d'une valeur ajoutée aux produits agricoles pourrait créer des emplois, générer des revenus et améliorer la chaîne et la sécurité alimentaires. Le défi consiste à veiller à ce que les principaux intervenants des différentes chaînes de valeur participent à la production de produits transformés de qualité à hautes spécifications qui soient compétitifs et puissent donc répondre aux exigences du marché.

La SAA permet aux agriculteurs d'identifier et d'utiliser du matériel éprouvé, rentable et performant grâce à des interactions scientifiques, des démonstrations et des activités de renforcement des capacités. L'association apporte aussi un soutien aux fabricants, aux techniciens et aux agriculteurs en les conseillant sur des compétences et idées nouvelles concernant le développement et l'entretien d'engins agricoles, les normes de qualité et la sécurité alimentaire afin de maximiser les revenus tirés des activités post-récolte.

Un certain nombre de batteuses, nettoyeuses de semences, râpes à manioc, rizeries et extracteurs d'huile ont été fournis à des entrepreneurs prometteurs sur la base d'accords de recouvrement des coûts. Un total de 13 centres agroindustriels ont été créés et renforcés. 44 prestataires de services ont reçu une formation en gestion d'entreprise, exploitation et entretien des machines agricoles et ont été mis en relation avec des fournisseurs de pièces détachées. Après quoi, ils ont été en mesure de proposer leurs services contre rémunération.

Au cours des trois dernières années, 12 712 petits exploitants, techniciens et vulgarisateurs ont participé à des activités de promotion des PRAI. La SAA diffuse aussi des technologies de stockage auprès des producteurs comme alternative aux méthodes traditionnelles. Un total de 959 vulgarisateurs et femmes provenant des communautés agricoles ont reçu une formation en transformation, gestion de coopérative, hygiène et nutrition.

La promotion du stockage hermétique dans les états de Jigawa, Kano et de Gombe a été l'un des succès clés pour la SAA en 2014.

Partenariats pour le développement

Les partenariats réduisent les risques et les coûts pour l'agriculture nigériane, en accélérant les investissements publics et privés.

De telles collaborations dans le secteur agricole pourraient créer des emplois, toucher des petits producteurs et autonomiser économiquement les femmes au niveau auquel le Nigéria aspire. Les petits exploitants représentent plus de 75 % de toutes les exploitations au Nigéria et contribuent jusqu'à 90 % de la production alimentaire.

À présent, dans les chaînes de valeur fragmentées, les risques et les coûts unitaires sont souvent trop élevés pour les petits exploitants pour leur permettre un accès viable aux marchés, intrants et services. Cette situation affecte alors la viabilité des investisseurs entreprenant des activités à valeur ajoutée telles que la transformation. Les investissements et la croissance n'ont lieu que si la production des petits producteurs peut être commercialisée et si les fournisseurs d'intrants deviennent plus résilients.

Des partenariats sont donc essentiels à la réalisation des objectifs stratégiques de la SAA. Certains ont été forgés avec des établissements nationaux et internationaux, en vue d'accéder à une aide financière plus importante assurant la formation des agriculteurs et les démonstrations de technologies, mais aussi l'accès des petits exploitants aux marchés d'intrants/extrants.

Récemment, les partenariats avec le gouvernement nigérian/MFADR, le projet USAID/MARKETS II et AGRA ont tous permis d'étayer le portefeuille d'activités de la SAA. Il en résulte que 770 groupements de producteurs agricoles ont acquis les compétences commerciales, financières et gestionnaires requises pour diriger leur entreprise. Vingt-deux prestataires de services ont reçu une formation en gestion d'entreprise, tandis que 140 fournisseurs d'intrants ont été formés à la planification des activités, à la quantification des besoins en intrants et à la tenue des registres.

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination

Des enquêtes de référence ont été effectuées dans les états suivants : Kano et Kaduna (projet AGRA), Benue, Cross River et Ogun Katsina (fonds du MFADR), Anambra et Gombe (fonds du Projet du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest – PPAO –). Par ailleurs, on a procédé à une collecte des données suivantes provenant des agriculteurs et des vulgarisateurs : production des agriculteurs en réseau, spécificités des sites de projet, dossiers des stages de rétroformation et création de postes. Des activités de suivi ont été déployées dans tous les états concernés par les projets PPAO, MFADR, USAID-MARKETS II, AGRA et de la Nippon Foundation.

Des études sur la chaîne de valeur du maïs et du riz ont également été réalisées en vue d'établir des zones d'intervention efficaces et de toucher éventuellement huit circonscriptions locales de l'état de Gombe. Cette étude a révélé l'existence d'un marché à portée de main pour le commerce du grain aux niveaux local et international. Une série de stages de formation a été dispensé avec le concours de 60 partenaires du Programme de développement agricole, afin de développer les compétences suivantes : utilisation du GPS dans la collecte de données, connaissance des techniques de collecte de données, rédaction de rapports, suivi-évaluation basé sur les résultats, connaissance des bases de Microsoft Office, des progiciels de statistiques et d'analyse des données (Excel, SPSS, et STATA).



Une agricultrice en chef inspectant une parcelle de démonstration sur la performance du soja lors d'une journée champêtre à Rido, dans l'état de Kaduna

UGANDA

Rapport national

Directrice nationale
Roselline Nyamutale



En 2014, les activités du programme ont été mises en œuvre dans 18 districts en partenariat avec la société allemande de fabrication d'engrais K+S KALI et le Trust de l'Initiative Agrobusiness (aBi Trust). Le programme SAA/SG2000 Ouganda a enregistré d'excellents progrès vers la réalisation des résultats stratégiques de l'association. Depuis 2012, plus de 70 000 producteurs ont été touchés parmi les 100 000 producteurs visés dans le plan stratégique 2012-2016.

En juillet, le pays a accueilli les célébrations prévues pour marquer le centenaire de la naissance du Prix Nobel Norman Borlaug, l'un des fondateurs de la SAA. Le CIMMYT a décerné à Hilary Rugema, Coordonnateur par intérim du programme de la SAA et Coordonnateur de la thématique Amélioration de la productivité agricole (APA) en Ouganda, le prix du meilleur disséminateur de variétés de maïs résistantes à la sécheresse en Afrique de l'Est. Un nouvel agent de programme dans le cadre de l'APA a été recruté. La formation du personnel de la SAA aux questions de parité hommes-femmes dans l'agriculture a amélioré la sensibilité au genre dans la planification des programmes, leur mise en œuvre et leurs rapports d'avancement.

Amélioration de la productivité agricole

L'accès aux informations appropriées et l'acquisition de compétences pertinentes sont essentielles à l'amélioration de la productivité agricole. À cet égard, l'APA a formé 460 vulgarisateurs (185 femmes, 275 hommes) dont 43 vulgarisateurs auxiliaires publics (cinq femmes, 38 hommes), 387 animateurs communautaires (168 femmes, 219 hommes) et 30 formateurs des associations de produits de base (FAPB) (12 femmes, 18 hommes) ont bénéficié des formations de formateurs (FdF).

Les sujets traités comprenaient notamment l'approche des plateformes d'apprentissage agricole (PAA), les bonnes pratiques agronomes, le contrôle des maladies et ravageurs, la conservation du sol et de l'eau, l'analyse de la marge brute des diverses entreprises agricoles promues par SAA Ouganda, et la tenue des registres. Andreas Gransee de K+S a formé 90 vulgarisateurs et membres du personnel de la SAA à la nutrition des plantes. Ils ont assuré à leur tour, dans le cadre des FdF, la formation de 6 770 producteurs à l'agronomie, aux principes d'apprentissage des adultes et de la communication efficace.

Ils ont également formé 10 274 producteurs au contrôle des maladies et ravageurs et à la manutention sécuritaire des produits agrochimiques et dispensé une autre formation à la collecte des données de rendements en fin de campagne.

Le nombre de personnes recevant une formation s'est accru progressivement grâce aux actions de sensibilisation des communautés réalisées par la SAA. En tout, 338 parcelles d'options technologiques (TOP), 1 008 démonstrations destinées aux femmes (WAD), et 154 parcelles de variétés communautaires (CVP) ont été établies, ainsi que 120 démonstrations de prégermination dans les zones sujettes à la sécheresse dans les districts d'Apac, de Dokolo et de Ntungamo pour atténuer les effets de la sécheresse/du changement climatique. Pour améliorer l'accès des producteurs aux semences dans les secteurs couverts par le programme de la SAA, 69 centres communautaires de multiplication de semences ont été établis.

Des démonstrations portant sur le maniement de la houe à planter et sur la production d'engrais organiques ont



Yohei Sasakawa (à gauche), Yugi Hirano (au centre), volontaire de la Coopération outremer du Japon, et Katsumi Hirano (à droite), membre du Conseil d'administration SAA/SAFE, découvrent des produits alimentaires locaux, notamment du riz et de la confiture de mangue, confectionnés avec l'aide des volontaires de la Coopération outremer du Japon basés en Ouganda

également été réalisées. 7 131 personnes ont assisté aux journées champêtres. Grâce au centre de formation mobile, 2 739 producteurs ont été formés à l'agronomie des cultures et des échantillons de sol ont été recueillis pour être analysés par la SAA et par K+S.

En tout, 4 500 livres traitant des bonnes pratiques agronomes et du concept PAA ainsi qu'un manuel de production agricole ont été réalisés et diffusés auprès du personnel du Nigéria, du Mali et de l'Éthiopie. Le Coordonnateur thématique APA a communiqué à SAA Mali les meilleures pratiques d'amélioration de la fourniture des services de vulgarisation.

Systèmes post-récolte et Agroindustrie

Une formation aux bonnes pratiques de gestion du stockage a été dispensée à 39 magasiniers et vulgarisateurs, une formation au stockage hermétique a été assurée à 43 vulgarisateurs et à 109 agriculteurs hôtes et une autre formation concernant les bonnes pratiques de manutention post-récolte, la gestion du stockage, l'innocuité des aliments, les normes de qualité des grains et permettant l'acquisition de compétences à la formation des agriculteurs a été fournie à 911 vulgarisateurs. Après avoir été formés par la SAA, ces stagiaires ont à leur tour formé 5 552 producteurs.

Étant donné le coût élevé du matériel PRAI, les engins ne sont pas abordables pour la plupart des petits exploitants. Afin de surmonter ce problème, des prestataires de services privés ont été promus. Soixante-dix prestataires de services privés et opérateurs d'engins agricoles ont été formés à leur utilisation et à leur entretien ; ils ont également reçu des compétences commerciales et en gestion financière et ont été mis en relation avec des fournisseurs d'engins agricoles et de pièces détachées. Deux mille posters sur les bonnes procédures de manutention post-récolte et de contrôle de la qualité du maïs et 3000 prospectus d'engin ont été élaborés et distribués aux animateurs communautaires, vulgarisateurs, prestataires de services privés, FAPB et aux dirigeants de la communauté agricole. La formation a été dispensée à 16 groupements agroindustriels de femmes et concernait la confection des chips de manioc, le broyage des tubercules de manioc et la fabrication de confiseries, ainsi que l'acquisition

decompétences commerciales, la gestion de l'épargne et les systèmes de prêts.

Des démonstrations des technologies à valeur ajoutée appliquées au maïs, à l'arachide, au riz et au manioc ont été organisées durant les journées champêtres, les visites sur le terrain, les salons agricoles et les expositions. Entre autres équipements, on peut citer des égreneuses à maïs motorisées et manuelles, des batteuses à riz à pédale, des moissonneuses de riz, des coupeuses de riz, des batteuses polyvalentes, des nettoyeuses de grains polyvalentes, des décortiqueuses d'arachides en bois et des broyeurs de manioc, ainsi que des réservoirs de stockage hermétiques en PVC, des sacs de grains spéciaux et des triples sacs, des bâches et des kits d'essai d'aflatoxine. En conséquence, des particuliers et des prestataires de services privés PRAI ont acheté 253 technologies de stockage post-récolte.

Vingt prestataires de services ont signalé avoir amorti les sommes investies dans du matériel agricole PRAI (entre 833 \$ et 2 050 \$) en l'espace d'une campagne. L'adoption de bâches et de dispositifs de stockage hermétique a permis aux producteurs d'obtenir un prix majoré de plus de 20 %, en raison de leur capacité à stocker du grain sur une plus longue durée et à maintenir sa qualité en tant que denrée et semence.

Partenariats public-privé et Accès au marché

L'équipe de la Thématique 3 a consolidé les modèles commerciaux et financiers qui permettent aux partenariats de soutenir la fourniture de services de vulgarisation, l'accès aux marchés et aux intrants. Le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et des Pêches (MAAIF), l'Association nationale ougandaise de distributeurs d'intrants agroalimentaires (UNADA) et l'ONG Feed the Future ont soutenu les réseaux de consolidation et ont permis de réduire le nombre de falsifications d'intrants.

Des réunions portant sur des stratégies visant à améliorer l'accès des producteurs aux marchés et aux engrais ont été tenues entre K+S, Savannah Commodities et la SAA. Selon le modèle intrants-négociant-producteur, des revendeurs d'intrants/FAPB ont été mis en relation avec des sociétés semencières, qui à leur tour ont vendu leurs intrants à hauteur de 52 850 \$ aux producteurs. Quarante-cinq FAPB et agents villageois ont été formés à la manutention sécuritaire des intrants de production agricole et aux compétences commerciales ; 34 d'entre eux ont établi 35 points de vente d'intrants. Les informations sur le marché envoyées à 40 FAPB deux fois par semaine par AgriNet ont contribué à la vente de 656 tonnes de produits.

Le modèle d'associations villageoises de prêts et d'épargne (VSLA) a amélioré la cohésion des groupements, les revenus agricoles familiaux et l'adoption des technologies promues, alors que des fonds sont réinvestis dans l'achat de semences améliorées, d'engrais, de pesticides et permettent de satisfaire les autres besoins des ménages.

En tout, 255 groupements ont économisé 464 720 \$. Exemple précis : un groupement de jeunes de 14 membres du district de Tororo a planté 3,2 ha de maïs et en a récolté 17 tonnes en utilisant les fonds économisés grâce aux services de pulvérisation fournis à des agriculteurs.

Les partenariats établis avec trois banques ont permis d'améliorer l'accès des agriculteurs aux prêts. Opportunity Bank a fourni des prêts à trois groupes du Centre multiservices (OSCA) de Luwero à hauteur de 54 200 \$ à 142 agriculteurs

(dont 79 femmes) appartenant à huit groupements à Dokolo. Post Bank a accordé 5600 \$ à huit organisations paysannes dans le cadre de l'OSCA Pallisa. Les fonds mobilisés, soit un montant de 23 995 \$, ont été réunis en nature et en espèces pour soutenir la mise en place de services de vulgarisation auprès de groupements de producteurs agricoles. Entre autres, on peut citer Chemonics (6693 \$), le projet de développement de l'huile végétale (3742 \$), le développement intégré du secteur semencier (6130 \$), NASECO (7043 \$) et Victoria Seeds (387 \$).

Pour tenter de développer économiquement des organisations paysannes durables, plusieurs centaines de groupements ont été formés aux compétences commerciales, à l'agriculture orientée vers le marché mais aussi aux compétences relatives aux VSLA et guidés dans l'identification d'entreprises rentables. Parmi ceux-ci figuraient 480 groupements à Apac et Dokolo (12 000 membres), 152 groupements à Luwero (4 321 membres), 30 groupements à Gulu (919 membres), 36 groupements à Bugiri (1 525 membres) et 927 producteurs à Kamuli.

Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination

Les objectifs et les plans de travail ont été révisés pour recentrer la thématique et lui permettre d'entreprendre des tâches selon des termes de référence bien définis d'après les autres thématiques. SEA&D a réalisé les études suivantes sur la base des demandes thématiques : évaluation des formations assurées pour les vulgarisateurs, les agrotransformateurs et évaluation de la valorisation ; suivi des résultats des effets multiplicateurs des producteurs TOP, WAD, PTP et des vulgarisateurs/animateurs communautaires concernant la diffusion de la technologie et les études d'évaluation des besoins pour le projet OP ainsi que des études pour les districts de la première campagne et pour les districts de la deuxième campagne.

Des enquêtes de référence ont été effectuées dans les nouvelles zones d'intervention et l'une d'elles pour le projet OP. Les résultats des nouvelles zones d'intervention ont montré que la majorité (80 %) des producteurs ont tiré leurs revenus de la production agricole ; la mobilisation de l'épargne était relativement faible – seulement 37 % des ménages interrogés avaient des comptes bancaires ; les ménages dirigés par des hommes (44 %) sont plus nombreux à réaliser des économies par rapport aux ménages dirigés par des femmes et des jeunes.

Les résultats de la zone de projet des organisations paysannes ont montré que la majorité des dirigeants de groupement (96 %) étaient des femmes et que les systèmes d'épargne et de prêts étaient les principales priorités du groupement. Près de 50 % des organisations paysannes ont pratiqué une commercialisation groupée, alors que 40 % des organisations paysannes avaient au moins accédé à un crédit. Les résultats clés du suivi des résultats de l'APA ont indiqué que la majorité (96 %) avaient reçu une formation aux technologies/pratiques de production agricole promues par la SAA.

SEA&D a amélioré la dissémination de l'information et communiqué des enseignements et les meilleures pratiques afin de permettre une prise de décisions en temps utile, fondée sur la preuve. Dix-neuf ensembles de données ont été sauvegardés sur un serveur public et des disques externes, tandis que cinq rapports et publications sur le suivi ont été transférés sur le système d'information de gestion. Les différentes thématiques étaient conscientes des difficultés de mise en œuvre identifiées par SEA&D et des ajustements ont été apportés pour obtenir de meilleurs résultats.

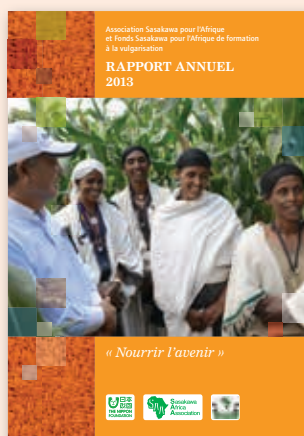
FAITS SAILLANTS DES RAPPORTS FINANCIERS DE LA SAA ET DE SAFE *US dollars*

2013 (comptes vérifiés) et 2014 (comptes vérifiés)

Association Sasakawa pour l'Afrique	2013 (\$US)	2014 (\$US)
Budget approuvé	11 326 836	10 369 800
Dépenses effectives	9 686 494	9 856 392
Recettes effectives	10 875 522	4 275 809
Solde en clôture de l'exercice	10 887 252	5 306 669
Détail des recettes		
Subvention NF	6 500 000	0
Subvention BMGF	1 980 574	1 028 198
Subvention JICA	391 725	214 239
CIDA-CIMMYT		325 789
Subvention K+S	626 730	528 384
Nigeria FMARD		967 485
Nigeria WAAP		402 982
Ambassade royale des Pays-Bas	165 269	0
Intérêts	7 701	2 897
Recouvrement de prêts	1 102	0
Autres subventions	1 127 029	729 703
Autres	75 392	76 132
Détail des dépenses		
Programme-pays SG 2000		
Éthiopie	322 088	331 909
Mali	687 936	754 745
Nigéria	695 538	670 775
Ouganda	840 516	905 041
Programme thématique SG 2000		
Amélioration de la productivité agricole	252 230	269 120
Systèmes post-récolte et agroindustrie	321 658	310 129
Partenariat public-privé et Accès au marché	55 783	23 654
Suivi-évaluation, apprentissage et dissémination	194 670	221 036
Programme de groupe		
divers	0	0
BMGF	1 735 192	1 405 217
JICA	440 506	176 748
CIDA-CYMMYT		267 707
K+S	571 370	494 862
Nigeria FMARD		723 633
WAAPP		218 888
Ambassade royale des Pays-Bas	386 264	0
Autres (Éthiopie/Mali/Ouganda/Nigéria)	1 372 436	1 030 935

SAFE	2013 (\$US)	2014 (\$US)
Budget approuvé	2 580 000	2 375 000
Dépenses effectives	2 532 761	2 435 544
Recettes effectives	2 196 448	2 377 705
Solde en clôture de l'exercice	171 841	114 002
Détail des recettes		
Subvention NF	2 166 000	2 375 000
Autres	30 448	2 705
Détail des dépenses		
Administration	660 001	677 378
20 ^e anniversaire de SAFE	314 105	12 350
Programme universitaire	176 926	218 507
Bourses	146 335	121 972
Winrock	407 483	419 814
Autres	827 911	985 523

PUBLICATIONS



Rapport Annuel 2013



Nourrir l'Avenir, Ouganda 2014



Nourrir l'Avenir, PRAI 2014



Nourrir l'Avenir, Éthiopie 2015

La SAA diffuse un certain nombre de publications, bulletins et vidéos dont vous trouverez la liste complète sur notre site web.



Le directeur de la Thématique SEA&D en entretien avec le coordonnateur SAA en Ouganda

Genève

D@G – Dialogues Geneva
C/O BHF
7-9, Chemin de Balexert
1219 Châtelaine, Genève
Suisse
jeanfreymond@gmail.com

Tokyo

SAA et SAFE
4th Floor, The Nippon Foundation
Building
1-2-2, Akasaka, Minato-ku
Tokyo 107-0052, Japon
miyamoto@saa-safe.org

Addis Abeba

SAA et SAFE
Gurd Sholla
Daminarof Building, 4th Floor
Bole Sub-City, Kebele 13
P.O. Box 24135, Code 1000
Addis Abeba, Éthiopie
JRwelamira@saa-safe.org



« *Nourrir l'avenir* »

Visitez le site web de la SAA : www.saa-tokyo.org

